



21.024

**Verrechnungssteuergesetz.
Stärkung des Fremdkapitalmarkts**

**Loi sur l'impôt anticipé.
Renforcer le marché
des capitaux d'emprunt**

Erstrat – Premier Conseil

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 28.09.21 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

Antrag der Mehrheit
Eintreten

Antrag der Minderheit
(Wermuth, Badran Jacqueline, Birrer-Heimo)
Nichteintreten

Antrag der Minderheit
(Ryser, Andrey, Badran Jacqueline, Birrer-Heimo, Dandrès, Michaud Gigon, Rytz Regula, Wermuth)
Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat
mit dem Auftrag, zur Stärkung des Sicherungszwecks für natürliche inländische Personen die Verrechnungssteuerpflicht auf Zinsen, Renten und sonstigen Erträgen aus Obligationen, Serienschuldbriefen und Schuldbuchguthaben von in- wie ausländischen Emittenten im Direktbesitz beizubehalten respektive auszuweiten. Dafür soll ein vereinfachtes Zahlstellensystem vorgesehen werden, welches erlaubt, die steuerpflichtige Person von der Verrechnungssteuer zu befreien, sofern diese für ein Meldeverfahren optiert.

Antrag der Minderheit
(Badran Jacqueline, Andrey, Birrer-Heimo, Dandrès, Michaud Gigon, Ryser, Rytz Regula, Wermuth)
Rückweisung der Vorlage an den Bundesrat
mit dem Auftrag, die Verrechnungssteuer durch eine obligatorische Meldepflicht zu ersetzen.

Proposition de la majorité
Entrer en matière

Proposition de la minorité
(Wermuth, Badran Jacqueline, Birrer-Heimo)
Ne pas entrer en matière

Proposition de la minorité
(Ryser, Andrey, Badran Jacqueline, Birrer-Heimo, Dandrès, Michaud Gigon, Rytz Regula, Wermuth)
Renvoyer le projet au Conseil fédéral
avec mandat de conserver ou d'élargir l'obligation d'acquitter l'impôt anticipé sur les intérêts, les rentes et les autres rendements d'obligations, de cédules hypothécaires émises en série et d'avoirs figurant au livre de la dette d'émetteurs suisses et étrangers et en possession directe, dans le but de renforcer la fonction de garantie pour les personnes physiques domiciliées en Suisse. Il doit, pour cela, prévoir un système de l'agent payeur simplifié qui permet d'exonérer de l'impôt anticipé la personne assujettie, dans la mesure où celle-ci opte pour une procédure de déclaration.



*Proposition de la minorité*

(Badran Jacqueline, Andrey, Birrer-Heimo, Dandrès, Michaud Gigon, Ryser, Rytz Regula, Wermuth)
Renvoyer le projet au Conseil fédéral
avec mandat de remplacer l'impôt anticipé par une procédure de déclaration obligatoire.

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Der Antrag der Minderheit Wermuth auf Nichteintreten ist zurückgezogen worden.

Amaudruz Céline (V, GE), pour la commission: Réunie le 17 mai, puis le 17 août 2021, la Commission de l'économie et des redevances a procédé à l'examen de la modification de la loi fédérale sur l'impôt anticipé. Le 17 mai, la commission a procédé dans un premier temps à une série d'auditions avec tous les milieux intéressés. Lors de cette séance, la commission en a profité pour adresser des demandes de clarification à l'administration. Le 17 août, la commission a procédé à l'étude à proprement parler de la loi, avec le débat d'entrée en matière, puis la discussion par article.

Je me permets de brièvement récapituler la chronologie du traitement de l'objet. Comme vous le savez, le Conseil fédéral a lancé une procédure de consultation. Dans ce cadre, 71 avis ont été donnés. Une large majorité des participants estime, comme le Conseil fédéral, qu'il y a une nécessité de réforme dans le domaine du marché des capitaux de tiers. Contrairement à ce qu'il proposait dans le projet mis en consultation, le Conseil fédéral renonce à renforcer la fonction de garantie de l'impôt anticipé. Dans le système actuel déjà, cette fonction ne couvre pas les intérêts de source étrangère. En ce qui concerne les intérêts suisses, cette décision entraîne certes un affaiblissement de la fonction de garantie, mais l'impôt anticipé ne remplit déjà plus pleinement sa fonction en raison du niveau actuel des taux.

C'est donc le 14 avril 2021 que le Conseil fédéral a adopté un message sur une réforme de l'impôt anticipé. Il entend ainsi renforcer la place économique suisse en faveur de l'économie réelle et financière dans les domaines du marché des capitaux de tiers et des activités de financement de groupes. A cet effet, l'impôt anticipé prélevé sur les revenus d'intérêts sera en grande partie abrogé. Par ailleurs, le droit de timbre de négociation sera modifié sur certains points. La commission a déjà traité le thème de la réforme de l'impôt à la source à plusieurs reprises depuis 2017, notamment dans le cadre d'une sous-commission qui a donné des "inputs" au Conseil fédéral.

L'objectif de cette réforme est de permettre à toutes les entreprises d'émettre leurs obligations et papiers monétaires en Suisse à des conditions compétitives. Cette réforme vise donc à supprimer la retenue de l'impôt anticipé sur les revenus d'intérêts de source suisse. Cette suppression ne concernera toutefois pas les intérêts sur des avoirs de clients versés à des personnes physiques suisses. On peut donc présumer que la réforme encouragera l'émission à partir de la Suisse d'obligations jusqu'alors émises à partir de l'étranger. Cette mesure permet également de renforcer le marché suisse des capitaux de tiers. La suppression de l'impôt anticipé sur les intérêts créera en outre une incitation à réaliser à partir de la Suisse les activités de financement intragroupes. La réforme renforcera donc le marché des capitaux de tiers et stimulera la création de valeur et l'emploi en Suisse, et ce, déjà à moyen terme. Le Conseil fédéral abrogera en outre le droit de timbre de négociation sur les obligations suisses. Il sera dès lors plus intéressant d'acquérir des obligations suisses auprès d'un négociant suisse en valeurs mobilières.

En ce qui concerne le marché des capitaux d'emprunt, le système fiscal actuel est insatisfaisant pour la Suisse en tant que site d'implantation et place fiscale. Les intérêts versés sur des obligations suisses sont soumis à un impôt anticipé de 35 pour cent. Les obligations suisses sont donc peu attrayantes,

AB 2021 N 1939 / BO 2021 N 1939

surtout pour les investisseurs étrangers. Même si ceux-ci ont droit au remboursement de l'impôt anticipé, la procédure actuelle est lourde. Les groupes suisses évitent donc l'impôt anticipé en émettant leurs obligations via des sociétés étrangères. Cela a un impact négatif sur la place économique dans son ensemble, car la valeur créée sur le marché des capitaux d'emprunt ne l'est pas en Suisse.

Il faut bien évidemment parler des conséquences financières. En ce qui concerne les conséquences financières, le Conseil fédéral a rappelé qu'il fallait faire une distinction entre les effets uniques à court terme, les effets statiques récurrents et les effets dynamiques à long terme.

On estime que la réforme entraînera à court terme une diminution unique des recettes fiscales de l'ordre d'un milliard de francs. Ce manque à gagner restera cependant sans incidence budgétaire pour la Confédération, puisqu'il sera couvert par des provisions. La diminution unique des recettes découle du fait que le remboursement de l'impôt anticipé sur les revenus d'intérêts peut être demandé dans les trois ans.



La diminution statique récurrente des recettes est estimée à 170 millions de francs. Si le niveau des taux d'intérêt s'élève, le manque à gagner s'élève aussi. Ce dernier sera supporté à raison de 90 pour cent par la Confédération et de 10 pour cent par les cantons. Quant à la suppression du droit de timbre de négociation sur les obligations suisses, elle entraînera une diminution annuelle des recettes estimée à 25 millions de francs pour la Confédération.

Du point de vue des effets dynamiques, la réforme présente un rapport coût/utilité favorable, car elle stimulera la création de valeur et l'emploi. A l'échelon de la Confédération, la réforme pourrait être autofinancée au bout d'environ cinq ans. En ce qui concerne les cantons et les communes, pour lesquels les diminutions récurrentes des recettes seront nettement moins importantes, les recettes pourraient augmenter plus rapidement du fait que la réforme stimulera la création de valeur et l'emploi.

Je tiens à préciser que d'autres objets portent également sur cette question. C'est le cas de l'initiative 17.494 de la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national, "Suppression de l'impôt anticipé sur les obligations et les papiers monétaires suisses". Elle vise à ce que l'impôt anticipé sur les intérêts versés en Suisse soit remplacé par un impôt sur l'agent payeur, ce qui constituerait un passage du principe du débiteur à celui de l'agent payeur.

C'est le cas aussi de l'objet 11.047, "Loi sur l'impôt anticipé. Modification (stimulation du marché suisse des capitaux)", qui correspond au projet 2. Proposé par le Conseil fédéral en 2011, ce projet prévoyait le passage du principe du débiteur au principe de l'agent payeur pour les intérêts versés sur des obligations et des papiers monétaires.

Enfin, le troisième objet concerné est le 15.049, "Loi sur la réforme de l'imposition des entreprises III". Ce projet, qui a été séparé de la réforme de l'imposition des entreprises III, vise la suppression des droits de timbre d'émission sur les capitaux propres.

J'en viens au rapport de commission. Dans un premier temps, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national a reçu, le 10 mai 2021, un corapport de la part de la Commission des finances du Conseil national, chargée de l'examen préalable. Elle y propose, par 15 voix contre 6 et 3 abstentions, d'entrer en matière sur le projet.

Malgré les difficultés financières que connaît actuellement la Confédération, la majorité conclut à la faisabilité du projet sur le plan budgétaire: en effet, après quelques années de pertes, il devrait conduire à moyen terme à une augmentation des recettes fiscales. La majorité considère en outre important de renforcer la place financière suisse et de permettre le rapatriement d'activités qui avaient été délocalisées à l'étranger. A l'inverse, la minorité estime que le moment est mal choisi pour envisager des baisses de recettes fiscales à court terme; en outre, elle est d'avis que trop de points demeurent en suspens.

La Commission de l'économie et des redevances s'est réunie, je l'ai dit, une première fois le 17 mai 2021. Lors de ses travaux, elle a procédé à l'audition de représentants de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances et de la Conférence des villes suisses sur les impôts. Elle a également entendu les organisations faïtières de l'économie que sont l'Union syndicale suisse, l'Union suisse des arts et métiers et Economiesuisse, ainsi que des acteurs du secteur concerné que sont l'Association suisse des banquiers, l'Union des banques cantonales suisses, l'Association des banques privées suisses, Expertsuisse, SIX, Swiss Holdings et Asset Management Association Switzerland.

Par 17 voix contre 7 et aucune abstention, la commission a rejeté une proposition de la Commission des finances de mandater des experts externes pour réaliser une étude sur les conséquences financières potentielles d'un affaiblissement de la fonction de garantie dans le cadre de la réforme de l'impôt anticipé.

En date du 17 août 2021, la commission a soutenu l'objectif principal de la réforme. La commission a apporté toutefois quelques modifications au projet du Conseil fédéral, afin de renforcer encore l'attractivité de la place économique et financière suisse.

La Commission de l'économie et des redevances de notre conseil propose, comme je viens de vous le dire, par 17 voix contre 4 et 4 abstentions, d'entrer en matière sur le projet. La majorité de la commission partage l'avis du Conseil fédéral selon lequel l'impôt anticipé et le droit de timbre de négociation constituent un obstacle pour le marché suisse des capitaux de tiers. Cette réforme permettra aux entreprises d'émettre en Suisse et à des conditions concurrentielles des obligations jusqu'ici émises à l'étranger. La majorité salue notamment le fait que le Conseil fédéral ait retenu une solution plus simple que celle qu'il avait envoyée en consultation.

Concernant l'éventuel affaiblissement de la fonction de garantie de l'impôt anticipé, la commission est de l'avis qu'il convient de le relativiser, notamment en raison du niveau actuellement très bas des taux d'intérêts. Enfin, si la réforme engendre des pertes financières temporaires, la majorité est toutefois persuadée qu'elle sera autofinancée à moyen terme, en raison de la création d'emplois qui en résultera dans notre pays.

Trois propositions de minorité ont été déposées, dont l'une, celle de la minorité Wermuth, vient d'être retirée.



Elle demandait de ne pas entrer en matière, craignant que la fonction de garantie de l'impôt anticipé engendré par la suppression partielle de celui-ci soit affaiblie et que cela favorise la soustraction fiscale et pèjore davantage la situation financière de la Confédération, déjà mise à mal par la crise du coronavirus. Les défenseurs de cette minorité rappelaient également que d'autres réformes coûteuses sont actuellement sur la table, à savoir la suppression des droits de douane sur les produits industriels ou le projet fiscal de l'OCDE sur l'imposition de l'économie numérique. Ils regrettent qu'il n'y ait pas une approche globale de ces différents projets et notent en outre que les pertes fiscales estimées sont faibles en raison des taux d'intérêts actuellement bas, mais qu'elles pourraient être bien plus importantes si les taux venaient à remonter.

Deux propositions de renvoi du projet au Conseil fédéral visant à renforcer la fonction de garantie ont été soumises à la commission.

La première, défendue par la minorité Ryser, prévoit l'introduction du principe de l'agent payeur pour les obligations directement détenues par des personnes physiques suisses et propose en outre une procédure de déclaration optionnelle. La commission a rejeté cette proposition, par 17 voix contre 8, jugeant notamment sa mise en oeuvre trop compliquée.

La seconde proposition de minorité, qui vise également un renvoi du projet au Conseil fédéral, a également été rejetée, par 17 voix contre 8. Il s'agit de la minorité Badran Jacqueline, qui charge le Conseil fédéral d'introduire une procédure de déclaration obligatoire à la place de l'impôt anticipé. La commission a, entre autres, estimé qu'une telle proposition ne serait pas à même de rallier une majorité en Suisse.

Müller Leo (M-E, LU), für die Kommission: Am 14. April 2021 hat der Bundesrat die Botschaft zur Änderung des Verrechnungssteuergesetzes zuhanden des Parlamentes

AB 2021 N 1940 / BO 2021 N 1940

verabschiedet. Ziel dieser Revision ist es, den Fremdkapitalmarkt zu stärken.

Über die Revision des Verrechnungssteuergesetzes wird nun schon seit rund zehn Jahren diskutiert. Bereits im Jahr 2011 unterbreitete der Bundesrat dem Parlament eine entsprechende Vorlage zu diesem Thema. Damals schlug der Bundesrat vor, einen Wechsel zur Zahlstellensteuer vorzunehmen. Das Parlament wies diese Vorlage dann aber, verbunden mit verschiedenen Aufträgen, an den Bundesrat zurück.

Im Jahr 2017 wurde das Parlament aktiv und entwarf die parlamentarische Initiative 17.494, "Aufhebung der Verrechnungssteuer auf inländischen Obligationen und Geldmarktpapieren". Inhalt dieser Initiative war ebenfalls die Revision des Verrechnungssteuergesetzes zur Stärkung des Fremdkapitalmarktes.

Eine Subkommission der Kommission für Wirtschaft und Abgaben unseres Rates hat dann Eckwerte erarbeitet. Sie hat diese Eckwerte dem Bundesrat auf dessen Verlangen hin zur Verfügung gestellt. Die parlamentarische Initiative 17.494 wurde vorderhand nicht mehr bearbeitet, um nicht parallel eine weitere Gesetzgebung zu erarbeiten.

Nun zur jetzigen Vorlage: Wir haben in der Schweiz einen relativ unterentwickelten Fremdkapitalmarkt. Wenn ein Unternehmen in der Schweiz Obligationen herausgibt, müssen auf den Zinszahlungen 35 Prozent Verrechnungssteuer abgeführt werden. In den meisten Fällen wird diese Steuer zurückerstattet, wenn die Deklaration gegenüber der Steuerbehörde erfolgt. Ebenso fliesst das Geld im Auslandsverhältnis aufgrund von Doppelbesteuerungsabkommen zurück. Es ist aber eine relativ komplizierte Angelegenheit. Zudem fehlt den Firmen und den natürlichen Personen die Liquidität, da zwischen der Abführung der Verrechnungssteuer und der Rückerstattung doch einige Zeit vergeht. Im internationalen Verkehr gibt es auch Situationen, bei denen das Geld nicht vollständig zurückfliesst.

Deshalb nehmen viele Unternehmen die Finanzierung nicht mehr in der Schweiz vor, sondern wickeln diese im Ausland ab; dies deshalb, weil nur die Zinszahlungen auf inländischen Obligationen der Verrechnungssteuer unterliegen, nicht jene auf ausländischen Obligationen. Das ist nachteilig für die Schweiz. Die Revision bezweckt nun, die Finanzierung wieder in die Schweiz zurückzuholen, um Arbeitsplätze zu schaffen und den Fremdkapitalmarkt zu stärken.

Was ist nun der konkrete Inhalt der Vorlage? Im Wesentlichen geht es um zwei Elemente.

1. Mit der Vorlage soll die Verrechnungssteuer auf Zinserträgen weitgehend abgeschafft werden. Dies erleichtert es Unternehmen, ihre Obligationen aus der Schweiz heraus zu emittieren. Davon können nicht nur inländische, sondern auch ausländische Konzerne profitieren.

2. Als Begleitmassnahme zur Reform bei der Verrechnungssteuer soll die Umsatzabgabe auf inländischen Obligationen aufgehoben werden. Damit wird es für Anlegerinnen und Anleger attraktiver, inländische Obligationen über einen inländischen Effekthändler zu handeln.

Was sind nun die finanziellen Auswirkungen? Einmalig wird circa eine Milliarde Franken fehlen, weil zwischen



dem Einzug der Verrechnungssteuer und der Rückerstattung nun einige Zeit vergeht, bei der eben keine Verrechnungssteuer mehr abgeführt wird. Mit dieser Lücke entsteht ein Fehlbetrag von einer Milliarde Franken. 90 Prozent davon fallen beim Bund und 10 Prozent bei den Kantonen an. Der Bund hat diese Milliarde bereits zurückgestellt, sodass sich das nicht auf das Budget und die Rechnung auswirken wird. Wiederkehrend fallen beim aktuellen Zinsniveau rund 170 Millionen Franken weg, davon wiederum 90 Prozent beim Bund und 10 Prozent bei den Kantonen. Bei der Abschaffung der Umsatzabgabe werden zudem Einnahmen von rund 25 Millionen Franken fehlen; dieser Betrag fällt allein beim Bund weg.

Insgesamt hat die Revision aber ein sehr gutes Kosten-Nutzen-Verhältnis. Beim Bund können die Minder-einnahmen mit der Reform nach etwa fünf Jahren kompensiert werden, bei den Kantonen und Gemeinden allenfalls schon früher, weil dort ein Wertschöpfungs- und Beschäftigungsimpuls entsteht.

Die Kommission für Wirtschaft und Abgaben unseres Rates hat sich an zwei Sitzungen mit dieser Vorlage befasst. An ihrer Sitzung vom 17. Mai 2021 hat sie breite Anhörungen durchgeführt, wofür sie insgesamt dreizehn Anhörungsteilnehmerinnen und -teilnehmer eingeladen hat.

Zudem hat die Finanzkommission des Nationalrates gegenüber der WAK einen Mitbericht abgegeben und ihr empfohlen, auf die Vorlage einzutreten, gleichzeitig aber empfohlen, eine externe Studie zu den potenziellen finanziellen Auswirkungen aufgrund der Schwächung des Sicherungszwecks in Auftrag zu geben. Dieser Antrag wurde in der WAK mit 17 zu 7 Stimmen bei 0 Enthaltungen abgelehnt.

In der Kommission wurde ein Antrag mit 17 zu 0 Stimmen bei 7 Enthaltungen angenommen. Mit diesem Antrag hat die Kommission die Verwaltung beauftragt, abzuschätzen, wie hoch die Einsparungen bei der Kapitalbeschaffung bei öffentlichen Körperschaften, also beim Bund, bei den Kantonen und bei den Gemeinden, sind. Die Verwaltung hat diesen Bericht auf die zweite Sitzung hin vorgelegt und geschätzt, dass bei der öffentlichen Hand rund 60 bis 200 Millionen Franken an Einsparungen erzielt werden können.

Ein Antrag in der Kommission auf einen Bericht zur Beantwortung von Fragen, wie die Auswirkungen auf die Steuerehrlichkeit wären, wurde abgelehnt, und zwar mit 17 zu 7 Stimmen.

Die WAK unseres Rates hat sich dann an der zweiten Sitzung, nämlich am 17. August, inhaltlich mit dieser Vorlage auseinandergesetzt, und sie hat mit 17 zu 4 Stimmen bei 4 Enthaltungen beschlossen, auf die Vorlage einzutreten. Es wurden zwei Rückweisungsanträge gestellt, Sie sehen diese auf der Fahne. Mit dem einen Rückweisungsantrag soll eine Stärkung des Sicherungszweckes beantragt und eine einfache Zahlstelle eingeführt werden. Mit dem zweiten Rückweisungsantrag soll der Bundesrat beauftragt werden, die Verrechnungssteuer durch eine obligatorische Meldepflicht zu ersetzen. Beide Anträge wurden mit 17 zu 8 Stimmen abgelehnt. Diese werden nun, wie gesagt, als Minderheitsanträge hier im Rat behandelt.

Ganz zum Schluss zu den drei übrigen Geschäften: Die Kommission beantragt Ihnen, jeweils die Vorlage 2 der Geschäfte 11.047 und 15.049 sowie die parlamentarische Initiative 17.494 abzuschreiben. Alle diese Vorlagen befassen sich mit dem gleichen Thema und werden obsolet.

Ich danke Ihnen im Namen der Mehrheit, wenn Sie auf die Vorlage zum Verrechnungssteuergesetz eintreten.

Ryser Franziska (G, SG): Der Bundesrat hat bei der Revision der Verrechnungssteuer das Ziel aus den Augen verloren. Statt die Steuersicherung zu verbessern und den Bund vor ungerechtfertigten Steuerhinterziehungen zu schützen, will Finanzminister Maurer auf Biegen und Brechen einen weiteren Steuerabbau für Unternehmen und ausländische Anlegerinnen und Anleger durchdrücken. Einmalige Steuerausfälle von 1 Milliarde Franken sowie jährliche Ausfälle von etwa 200 Millionen nimmt er dafür in Kauf. Nicht beziffert sind die Ausfälle durch neue Steuerschlupflöcher. Das ist eine Ohrfeige für jede ehrliche Steuerzahlerin. Jetzt braucht es eine Kurskorrektur.

Ich erinnere Sie: Ursprünglich sollte die Verrechnungssteuer nicht nur zur Aktivierung des Fremdkapitalmarkts revidiert werden, sondern eben auch, um ihrem eigentlichen Zweck gerecht zu werden, der korrekten Besteuerung von Vermögen und Vermögensrenditen. Dafür sollte die Verrechnungssteuer auf sämtliche Obligationenzinsen ausgeweitet werden, die an in der Schweiz steuerpflichtige natürliche Personen ausgerichtet werden, also auch bei im Ausland emittierten Obligationen in Schweizerfranken. Das wäre alles in allem ein ausgewogener Kompromiss. Der Sicherungszweck wird auf der einen Seite gelockert und auf der anderen Seite gestärkt; Letzteres eben mit dem Ziel, die Steuersicherung zu verbessern und den Bund vor ungerechtfertigter Steuerhinterziehung zu schützen.

Doch Kompromisse sind bei den bürgerlichen Parteien aus der Mode gekommen. Was wir jetzt vor uns haben, ist eine einseitige Steuerabbauvorlage. Der Sicherungszweck wird ausgehöhlt, und statt Steuerschlupflöcher zu stopfen, werden



neue geschaffen. Das Resultat kann als Einladung zur Steuerhinterziehung verstanden werden oder stellt, um es mit James Bond zu sagen, eine "licence to cheat" dar.

Um diese Vorlage noch zu retten, braucht es einen Neustart. Ich beantrage deshalb mit meiner Minderheit, die Vorlage an den Bundesrat zurückzuweisen und sie mit einem Modell zu erweitern, das die Steuerhinterziehung nicht begünstigt, sondern die bekannten Lücken schliesst.

Konkret sieht das so aus: Wie vom Bundesrat ursprünglich beantragt, soll die Verrechnungssteuer auf ausländische Obligationen ausgeweitet werden. Dafür kann ein vereinfachtes Zahlstellensystem eingeführt werden. Um die Komplexität zu reduzieren, schlage ich zudem vor, die Verrechnungssteuer auf direkt gehaltene ausländische Obligationen zu beschränken. Demnach wären indirekt gehaltene Obligationen, die in Fonds verpackt sind, ausgenommen. Das ist zwar nicht optimal, vereinfacht die Umsetzung aber merklich. Das ist ein pragmatischer Ansatz, der die Kritik am ursprünglich vorgesehenen, komplexen Zahlstellenprinzip nicht mehr gelten lässt.

Davon würden Konzerne profitieren, aber auch Bund und Kantone, die ihre Obligationen mit attraktiven Konditionen auf dem internationalen Markt anbieten könnten. Damit auch die Anlegerinnen und Anleger etwas davon haben, sollte das Ganze mit einem optionalen Meldeverfahren kombiniert werden. Sie könnten so wählen, ob sie weiterhin Verrechnungssteuer bezahlen wollen oder ob ihre Bank die für die Steuererklärung notwendigen Informationen an die Steuerverwaltung weiterleitet.

Ein solches System ist ein für alle Seiten tragbarer Kompromiss, insbesondere für die Unternehmen: In- und ausländische Konzerne sowie die Gemeinwesen können direkt und unkompliziert Obligationen in der Schweiz emittieren und quellensteuerfreie Zinszahlungen für einen Grossteil der inländischen und für alle ausländischen Obligationäre im globalen Kapitalmarkt gewähren. Der Fremdkapitalmarkt wird also definitiv attraktiver. Es ist aber auch ein tragbarer Kompromiss für die Banken: Mit einer Beschränkung auf direkt gehaltene Papiere wird nämlich ein Grossteil der Obligationen abgedeckt, ohne dass ein unverhältnismässiger Aufwand betrieben werden muss.

Der Kompromiss ist auch für die natürlichen Personen tragbar: Sie haben künftig die Wahl, ob sie lieber 35 Prozent ihrer Zinsen deponieren oder für eine Meldung optieren, um den gesamten Betrag von Anfang an behalten zu können. Das Steuergeheimnis bleibt dabei jederzeit gewahrt.

Auch für den Bund ist diese Lösung vorteilhaft: Es wird nämlich ein steuerehrliches Verhalten der im Inland wohnhaften natürlichen Personen sichergestellt. Gegenüber heute würde der Sicherungszweck sogar noch gestärkt. Es führte auch zu Mehreinnahmen für den Bund, wenn heute unversteuertes Vermögen neu deklariert würde.

Ich bitte Sie also, meiner Minderheit zu folgen. Mit einer Rückweisung haben wir die Möglichkeit, diese Vorlage zurück auf den richtigen Weg zu bringen, indem die Verrechnungssteuer nicht der Steuervermeidung, sondern der Steuersicherung dient.

Badran Jacqueline (S, ZH): Sinn und Zweck der Verrechnungssteuer ist die Sicherstellung, dass sowohl die Erträge auf beweglichen Vermögen als auch die zugrunde liegenden Vermögenswerte deklariert und versteuert werden. Es ist also eine höchst elegante Art der Steuersicherung, elegant vor allem aus bürgerlicher Perspektive, weil sie gleichermassen die Steuern sichert wie auch die sogenannte Privatsphäre schützt. Die Verrechnungssteuer begleitet die Schweiz seit 1944, seither wurde sie 22-mal revidiert, fünfmal vor diesem Jahrhundert, 17-mal ab dem Jahr 2000. Zum Beispiel wurden 2012 Pflichtwandelanleihen, sogenannte Coco-Bonds, von der Verrechnungssteuer befreit. Hauptnutznießler war der katarische Ölscheich, der Coco-Bonds an der Credit Suisse hielt, mit einem netten Zins von 9 Prozent, was uns 21 Millionen Franken gekostet hat. Die Frage steht hier im Raum: Wieso müssen wir den Prinzen von Katar mit Steuersubventionen beglücken? Damit ist auch gesagt, von was für einer Vorlage wir hier reden. Sie ist Bestandteil einer langen, langen Bestellliste der Kapitaleigentümer, die wir hier seit Mitte der Neunzigerjahre Zeile um Zeile abarbeiten. Grundsätzlich ist nichts dagegen einzuwenden, am Steuersystem Korrekturen vorzunehmen, wenn direkte positive volkswirtschaftliche Effekte erzielt werden können.

Befürworter argumentieren, man wolle durch die Abschaffung der Verrechnungssteuer auf den Obligationen den Obligationenhandel wieder in die Schweiz holen. Die jetzige Situation sei wegen des Liquiditäts-Gaps und weil ausländische Akteure nicht alles zurückfordern können, unattraktiv. Eine Abschaffung werde auch die Finanzierungsgesellschaften, also Gesellschaften für konzerninterne Finanzierungen, zurück in die Schweiz holen.

Obwohl diese Finanzierungsgesellschaften ja eigentlich nichts anderes als Steuervermeidungsvehikel sind, kann die SP damit leben, dass man sie wieder zurückholt. Denn dann haben wir sie eher unter Kontrolle, als wenn sie in Luxemburg oder auf den Cayman Islands sitzen. Aber – Sie können es sich vorstellen – als SP kön-



nen wir nicht damit leben, dass der Sicherungszweck komplett entfällt, anstatt dass er durch eine Meldepflicht ersetzt wird, wie es der Bundesrat vorgeschlagen hat. Keine Meldepflicht bedeutet aber nichts anderes als eine Rampe für Steuerhinterziehung. So entstehen die Steuerausfälle von geschätzten 170 Millionen Franken – bei höheren Zinsen wäre das viel mehr – nämlich fast ausschliesslich dadurch, dass Erträge und Vermögen nicht deklariert werden.

Steuerehrliche haben nichts von dieser Vorlage, Steuerhinterzieher hingegen schon. Das ist anachronistisch; das ist aus der Zeit gefallen! Ich weiss nicht, wo Sie die letzten zehn Jahre gesteckt haben, als wir endlich den automatischen Informationsaustausch einföhrten. Die SP hat Jahrzehnte für einen weissen Finanzplatz und gegen das "Steuerhinterziehungsgeheimnis" gekämpft, und sie wird es auch weiterhin tun. Deshalb beantrage ich Ihnen Rückweisung der Vorlage, um die Verrechnungssteuer auf Obligationen zwar abzuschaffen, aber durch eine Meldepflicht zu ersetzen, genau so, wie das der Bundesrat auch vorgeschlagen hat und wie es sich auch gehört. Unser Job hier im Parlament ist es, die Steuerehrlichen zu schützen und nicht die Unehrllichen!

Michaud Gigon Sophie (G, VD): Durant la procédure de consultation, les Verts ont exprimé une ouverture pour un allègement administratif, afin de renforcer l'attractivité du marché des capitaux de tiers en Suisse. Puis, le projet a évolué pour devenir celui qui nous est soumis aujourd'hui. Ma collègue Franziska Ryser vise, avec sa proposition, à maintenir la simplification administrative, tout en évitant que la fonction de garantie qui limite la soustraction fiscale ne disparaisse. Son compromis contient la fonction de garantie, comme à l'origine, aussi sur les émissions d'obligations de l'étranger.

Sa proposition de minorité ne sera sans doute pas soutenue par ce conseil, pas plus que celle de notre collègue Badran Jacqueline, d'ailleurs. Pourtant, un sursaut de la part de ce Parlement serait ici opportun. Le menu est à chaque fois un peu différent, mais comporte à chaque fois un plat de plus; vous reprendrez bien trois fois du dessert, au risque de le regretter: la suppression des droits de douane pour un montant de 500 millions de francs, la suppression des droits de timbre, d'abord pour un montant de 200 millions de francs, puis de 2 milliards de francs si on repart de plus belle, et maintenant la suppression de l'impôt anticipé, estimée à 200 millions de francs. Chaque fois, il y a une bonne raison: un allègement administratif, une redynamisation du marché suisse pour le bon côté de la médaille. Mais on ne parle pas de l'autre côté: des milliards de francs de diminution de recettes fiscales et une focalisation claire sur certains secteurs uniquement. Dans les dossiers fiscaux, l'intention du Conseil fédéral, renforcée par la majorité de la Commission de l'économie et des redevances, n'est jamais d'alléger la charge qui pèse sur la classe moyenne et qui contribue largement en proportion au ménage collectif. Quant aux secteurs économiques qui ont le plus souffert du Covid-19, ils ne sont pas concernés par ces questions.

AB 2021 N 1942 / BO 2021 N 1942

En ce qui concerne le droit de timbre et l'impôt anticipé, il s'agit de faire un cadeau, pour le premier principalement aux banques et aux assurances, aux personnes morales ou physiques qui détiennent des titres et du capital, pour le second aux grosses entreprises et aux holdings. Ce n'est en aucun cas mauvais de détenir du capital. En revanche, ce qui nous semble "quer in der Landschaft", c'est la manière dont les richesses et les contributions fiscales liées à ces richesses sont réparties en Suisse. Et ce qui fait réagir le groupe des Verts, c'est le fait que ce déséquilibre va continuer à croître et l'écart à se creuser.

Le conseiller fédéral Ueli Maurer répète à l'envi et à chaque objet parlementaire qui pourrait occasionner une nouvelle dépense – sans même voir d'ailleurs les avantages liés au projet – qu'il faut faire attention à la dette. A la limite, on peut le comprendre, puisqu'il est en charge des finances. Mais alors pourquoi est-il si enclin à encourager des projets qui occasionnent de telles pertes fiscales, des pertes qui toucheront d'ailleurs aussi les cantons et pas seulement la Confédération ces prochaines années?

Une raison supplémentaire pour que la Commission des finances nous ait demandé d'examiner ceci de plus près. Faut-il être commissaire aux finances pour se faire du souci sur le voyage entrepris par le Conseil fédéral, et pour lequel la majorité du Conseil national pagaie allègrement et le vent en poupe?

L'impôt anticipé garantit – en ponctionnant à la source – que l'impôt dû soit versé. Dans le système actuel d'impôt anticipé, il y a aujourd'hui déjà des failles dans la taxation des revenus d'intérêts à l'étranger. Si ces revenus ne sont pas déclarés correctement, il y a des pertes fiscales auprès de la Confédération, des cantons et des communes. Plutôt que de colmater ces brèches, comme cela est d'ailleurs demandé dans plus de la moitié des réponses à la consultation, le Conseil fédéral invite à relâcher notre vigilance et la majorité du Parlement prend le risque de la soustraction fiscale, le tout dans le contexte de politique financière que l'on connaît. Le groupe des Verts peut soutenir une simplification administrative. Nous ne sommes pas pour un appareil étatique plus important ou pour une augmentation de la masse salariale fédérale; si nous tenons à



ces recettes, c'est parce que des investissements sont nécessaires dans les domaines environnementaux, des soins et de la transition, et que nous nous battons pour que les secteurs qui ont besoin d'investissements en obtiennent et pour que les cadeaux ne soient pas faits aux secteurs ou aux personnes physiques qui n'en ont pas vraiment besoin.

Les changements que prévoit le Conseil fédéral vont tous dans la même direction, pour les mêmes secteurs. Pour résumer de manière un peu réductrice, un cadeau pour les détenteurs de capital, une mauvaise nouvelle pour la société dans son ensemble. En pleine gestion des conséquences de la crise liée au coronavirus, en pleine nécessité d'un plan pour le climat et d'amélioration des conditions de travail dans les soins, le voyage auquel nous convie le Conseil fédéral et dans lequel la majorité du Parlement est prête à s'embarquer, tombe mal. Comme c'est technique, cela passe en partie inaperçu de la plupart des parlementaires et des médias, et encore davantage de la population; tranquillement mais sûrement.

Un conseiller fédéral a dit avant-hier dans le cadre d'un commentaire sur l'initiative dite "initiative 99 pour cent", qu'il fallait prendre le système dans son ensemble, qu'on risquait sinon de le déréguler si on lui enlevait quelque chose. Une déclaration visiblement à géométrie variable.

Landolt Martin (M-E, GL): Die Mitte-Fraktion wird auf diese Vorlage eintreten.

Die Revisionsbestrebungen rund um die Verrechnungssteuer haben inzwischen ein paar Legislaturen gedauert. Das hat sicherlich auch mit dem eigentlichen Charakter der Verrechnungssteuer zu tun: Sie ist bekanntlich eine Sicherungssteuer, die nicht primär staatliche Einnahmen generieren, sondern andere Steuereinnahmen sicherstellen soll. Diese Sicherungsfunktion war während Jahrzehnten richtig und angebracht. Die Verrechnungssteuer als notwendiges Übel oder unnötige Bürokratie zu bezeichnen, wäre deshalb falsch. Aber sie war und ist logischerweise auch eine administrative Belastung, was für einen Standort, der wettbewerbsfähig sein will und muss, naturgemäss nicht unbedingt vorteilhaft ist.

Man darf aber auch feststellen, dass die vor rund zehn Jahren eingeleitete Weissgeldstrategie am Schweizer Finanzplatz einiges zum Guten verändert hat. Die Notwendigkeit der Sicherungsfunktion ist nicht mehr die gleiche wie noch vor zwanzig oder dreissig Jahren. Es ist deshalb richtig und legitim, dass man nun beginnt, den administrativen Ballast abzubauen und damit den Standort zu stärken. Es kommt nicht von ungefähr, dass im Titel der Vorlage auch die "Stärkung des Fremdkapitalmarkts" steht.

Eine teilweise Abschaffung der Verrechnungssteuer ist aus heutiger Sicht nicht nur vertretbar, sondern auch eine standortpolitische Notwendigkeit. Nicht zuletzt auch mit Blick auf die von der OECD angekündigte Mindeststeuer für Unternehmen, die uns Wettbewerbsvorteile kosten wird, ist es ratsam und vorausschauend, bestehende Wettbewerbsnachteile abzubauen. Es kommt nicht von ungefähr, dass auch die deutliche Mehrheit der Kantone diese Reform mitträgt und unterstützt.

Der bürokratische Aufwand von alternativen Lösungen wie einem Meldeverfahren oder einer Zahlstellensteuer, wie sie die Minderheiten vorschlagen, hat in langjährigen Diskussionen und Evaluationen letztlich zur heutigen Vorlage geführt. Diese Lösung ist die einfachste und deshalb die beste.

Die Verrechnungssteuer hat auch dazu geführt, dass viele Konzerne ihre Anleihen im Ausland emittieren, weil es einfacher ist, weil in der Schweiz emittierte Anleihen mit Verrechnungssteuer im internationalen Markt schwieriger zu platzieren sind. Der Fremdkapitalmarkt in der Schweiz kann gewissermassen als unterentwickelt bezeichnet werden, und das hat sehr, sehr viel mit der Verrechnungssteuer zu tun. Sie treibt Aktivitäten, Arbeitsplätze und damit Wirtschaftswachstum ins Ausland und erschwert die Finanzierung von Unternehmen. Namentlich grosse Fremdfinanzierungen finden heute praktisch ausschliesslich im Ausland statt.

Man muss deshalb kein Hellseher sein, um vorauszusehen, dass ein grosser Teil des abgewanderten Emissionsgeschäfts wieder in die Schweiz zurückkehren wird. Das stärkt den Standort, das bringt Arbeitsplätze. Genau das will die Mitte-Fraktion.

Deshalb treten wir auf diese Vorlage ein. Wir bitten Sie, dies auch zu tun.

Wermuth Cédric (S, AG): Die sozialdemokratische Fraktion bittet Sie, den Rückweisungsanträgen zu folgen und, falls diesen Anträgen keine Folge geleistet würde, die Vorlage so, wie sie uns vorliegt, abzulehnen, dies vor allem aus vier Gründen.

Den ersten Grund hat Kollege Landolt soeben erwähnt, es ist der Kontext, in dem wir uns befinden. Herr Bundesrat Maurer hat am Sonntag in den Medien schön aufgezählt, dass bis jetzt bereits sieben steuerpolitische Vorlagen in der Pipeline sind. Die OECD-Reform ist noch gar nicht klar, und bereits beginnen wir, freihändig einzelne Teile einer möglichen Antwort vorwegzunehmen. Mit Verlaub, das ist einfach keine seriöse Art und Weise, Steuer- und Finanzpolitik zu machen. Es fehlt uns eine Gesamtschau. Wir wissen auch nicht, was in den nächsten Jahren kommt. Insbesondere enttäuschend ist dies bei denjenigen Kräften, die sich sonst immer



für eine vernunftbasierte Finanzpolitik starkmachen.

Zweiter Grund: Mit dieser Vorlage öffnen Sie wirklich die Büchse der Pandora. Die Verrechnungssteuer ist keine Steuer, die hier irgendjemandem das Herz höherschlagen lässt, da sind wir uns alle einig, das ist völlig klar. Aber sehen Sie, was die Mehrheit bereits gemacht hat; nehmen Sie den Antrag zu Artikel 5c Buchstabe d, dort werden wir bereits eine erste Ausweitung der ursprünglichen Idee dieser Vorlage auf Fonds machen. Der Bundesrat listet in der Botschaft bereits alle möglichen Erweiterungen dieser Vorlage auf, zum Beispiel die Senkung der Verrechnungssteuer auf Beteiligungserträgen, und ich mache mit jedem und jeder hier drin eine Wette: Am Tag der Verabschiedung dieses Gesetzes wird genau diese Idee hier wieder auftauchen. Wir steigen hier ein in

AB 2021 N 1943 / BO 2021 N 1943

die schrittweise vollständige Abschaffung der Verrechnungssteuer auf sehr viele Zwecke. Das ist das Ziel einiger Kreise hier drin, es wird einfach nicht offengelegt. Zu dieser Büchse der Pandora gehört auch die Streichung der Umsatzabgabe, die, mit Verlaub, mit dieser Vorlage einfach überhaupt nichts zu tun hat. Es ist nichts anderes als der Versuch, die verunglückte Vorlage 2 zur Stempelsteuer teilweise durch die Hintertür zu retten. Dritter Grund: Die Vorlage stellt einmal mehr, das wurde vorhin mehrfach erwähnt, vielleicht eine Erleichterung für gewisse grössere Konzerne dar. Sie trifft aber nur eine bestimmte Branche. Es handelt sich wirklich einmal mehr um eine Bestellung derjenigen, denen es gerade in den letzten 18 Monaten sehr gut gegangen ist. Natürlich wird es für sie einfacher, die Finanzierungsgesellschaften und Finanzierungsaktivitäten in der Schweiz zu haben. Aber wenn ich mich daran erinnere, wie wir während der Corona-Krise um jedes Prozent Entschädigung für KMU kämpfen mussten, dann ist es doch ein bisschen überraschend, wie einfach hier die Ausfälle hingenommen werden. Es fehlt übrigens für alle diese Vorlagen, diese hier inklusive, jede Gegenfinanzierung. Sie müssen einfach wissen, dass Sie dann in ungefähr einem Jahr der Bevölkerung erklären müssen, dass sie die Last der Corona-Schulden ganz alleine tragen muss, weil wir das Kapital bereits weitgehend entlastet haben.

Der vierte Grund ist, dass die Vorlage, wie sie jetzt hier vorliegt, nur noch aus der Hälfte besteht. Ich habe es Ihnen gesagt: Auch die sozialdemokratische Fraktion hängt in keiner Weise emotional an der Verrechnungssteuer. Sinn und Zweck der ursprünglichen Vorlage war es aber, mindestens den Sicherungszweck über einen anderen Weg zu garantieren. Machen wir uns nichts vor, seien wir ehrlich: Die einfachste Variante wäre – wenn Sie die Vernehmlassungsantworten aus den Jahren 2011 und 2015 nachlesen, dann sehen Sie, dass das damals auch noch die einhellige Meinung der Branche war – die Einführung des automatischen Informationsaustausches auch im Inland. Eine Light-Version davon haben wir jetzt in den Rückweisungsanträgen. Wenn Sie sagen, die Vorlage sei keine Einladung zur Steuerhinterziehung, dann würde ich Ihnen das gerne glauben. Aber warum hat denn die Kommissionsmehrheit einen entsprechenden Bericht – nur einen Bericht! – zur Auswirkung auf die Steuerehrlichkeit, den wir gewünscht haben, abgelehnt? So kann man doch nicht seriös vor der Bevölkerung argumentieren, dass man dieses Risiko abgeklärt habe!

Aus all diesen Gründen empfiehlt Ihnen die sozialdemokratische Fraktion, die beiden Rückweisungsanträge anzunehmen, alle weitergehenden Mehrheitsanträge abzulehnen und am Schluss das Paket, wenn es sich nicht ändern sollte, nicht zu akzeptieren. Ich danke Ihnen für die Unterstützung.

Bendahan Samuel (S, VD): Une fois de plus, le Conseil fédéral a commis une réforme qui, à nouveau, coûtera des centaines de millions de francs à la population, comme si ces centaines de millions de francs n'avaient pas de conséquences réelles sur la vie des gens. Souvent, lorsque nous devons revenir sur les dégâts engendrés par les pertes fiscales causées par les récentes réformes, le Conseil fédéral, par le passé au moins, faisait semblant qu'il y avait une utilité à ces réformes. Il était soi-disant utile pour l'économie ou pour les entreprises de réduire les droits de douane sur les produits industriels, d'abaisser le droit de timbre ou de le supprimer. Il y avait au moins une forme d'argumentation pour dire que les sacrifices financiers massifs contribuaient à quelque chose. Ici, ce n'est même pas le cas. On ne se donne même plus cette peine.

Le projet vise à supprimer l'impôt anticipé dans certains cas. Or cet impôt peut être récupéré par les personnes qui déclarent un revenu qui lui est lié. La stratégie du démantèlement de l'impôt anticipé n'est donc rien d'autre qu'une stratégie qui consiste à permettre à des gens qui refusent de déclarer leurs revenus de s'en tirer à meilleur compte qu'aujourd'hui. Par conséquent, lorsque l'on supprime l'impôt anticipé, chaque franc de perte fiscale est un franc offert aux personnes qui refusent de déclarer leurs revenus. Comment peut-on considérer que cela est acceptable du point de vue humain?

Cela d'autant plus au vu des pertes fiscales escomptées. Entendez-bien: un milliard de francs la première année – un milliard de francs! –, suivi de centaines de millions de francs chacune des années suivantes. Pour



l'instant, ce montant est estimé à 200 millions de francs, mais, j'aimerais le souligner et cela figure clairement dans le message du Conseil fédéral, ces estimations sont fondées sur les taux d'intérêt actuels. Aujourd'hui, ceux-ci sont négatifs à la BNS. Mais que va-t-il se passer si les taux passent un jour à 3 ou 4 pour cent? Ces coûts et cette différence vont exploser. Nous demanderons donc à la population de payer des centaines de millions de francs de plus, et pourquoi? pour récompenser les personnes qui n'ont pas déclaré correctement leurs revenus. Comment peut-on accepter de soutenir une telle réforme, ici, dans notre Parlement?

En plus de ces éléments, il ne faut pas oublier une chose: les gens honnêtes qui déclarent leurs revenus – peut-être vous et moi si vous avez quelque chose à déclarer au titre de l'impôt anticipé dans votre déclaration d'impôt et que vous le faites –, eh bien ils ne verront pas la couleur de cette mesure. De toute façon, si nous déclarons notre revenu, nous sommes imposés sur celui-ci. Donc, les seuls à bénéficier de la suppression de l'impôt visée, puisqu'en l'occurrence il ne s'agit pas des intérêts des comptes bancaires, ce seront des entreprises, des détenteurs de titres et même, grâce aux modifications qui ont été proposées par la majorité de la commission, des négociants en titres. C'est encore une réforme qui se fait pour le bien de la place financière qui pourtant, aujourd'hui, n'a pas à rougir de ses bénéfices. Une seule raison à cela: l'idéologie.

Je conclus. Le Conseil fédéral dit explicitement dans son message qu'il estime que les pertes fiscales seront compensées à moyen terme par la réforme. Mais il ne se donne pas la peine de fournir le moindre élément concret à ce sujet. On nous dit qu'on récupérera magiquement l'argent, mais on ne mentionne aucune étude. Aucun chiffre n'est donné et on ne voit qu'une chose: de l'idéologie déclaratoire. Le Conseil fédéral ne fait même pas semblant d'avoir une bonne raison de le dire; il se limite à le dire.

La réforme occasionnera des dégâts pour la population. Ne l'oubliez pas: les centaines de millions de francs que coûtera la réforme feront mal car, lorsque nous sortirons de la crise, la population en aura besoin. Et toutes les prestations publiques qui seront refusées à la population suite à cela le seront pourquoi? Parce qu'il s'agit d'une réforme qui bénéficie à des gens qui ne déclarent pas leur revenu, pour récupérer leur impôt anticipé.

Pour ces raisons, le groupe socialiste vous invite vivement à accepter les propositions de renvoi, à soutenir le cas échéant toutes les propositions de minorité et, si ces propositions étaient refusées, à rejeter le projet lors du vote sur l'ensemble.

Schneeberger Daniela (RL, BL): Für die FDP-Liberale Fraktion ist dies eine zentrale Vorlage für unseren Unternehmens- und Steuerstandort. Schon lange fordern wir eine Reform der Verrechnungssteuer. Bei dieser Reform handelt es sich derzeit um die wichtigste Vorlage für den Unternehmens- und Steuerstandort Schweiz. Dieser steht durch das laufende internationale Projekt zur Unternehmensbesteuerung unter Druck. Internationale Gremien haben sich vor der Sommerpause auf eine neue globale Steuerarchitektur verständigt. Das Projekt wird sich für starke Konzernstandorte wie die Schweiz klar negativ auswirken. Heutige Standortvorteile bei der Gewinnsteuer, die sich für die Schweiz in der Vergangenheit volkswirtschaftlich sowie finanziell ausbezahlt haben, werden infrage gestellt.

Soll die wirtschaftliche Substanz in der Schweiz erhalten und das hiesige Steuersubstrat verteidigt werden, müssen deshalb bestehende Wettbewerbsnachteile in anderen Steuerbereichen abgebaut werden. Die Verrechnungssteuer steht dabei ganz klar im Fokus: Sie führt dazu, dass die Schweizer Industrie- und Finanzunternehmen ihre Finanzierung im Ausland tätigen müssen, weil internationale Anleger den

AB 2021 N 1944 / BO 2021 N 1944

Verrechnungssteuerabzug nicht akzeptieren oder aber auch weil der Satz viel zu hoch ist. Das stellen wir in der Beratungsbranche schon lange fest. Es war uns ein Dorn im Auge, lange bevor die Bestrebungen zu einer Mindeststeuer überhaupt zur Diskussion standen.

Dieser internationale Druck zwingt Schweizer Unternehmen dazu, ihre Finanzierungsaktivitäten in die Schweiz zu bringen, und dazu braucht es eben diese Reform der Verrechnungssteuer. Soll die Wertschöpfung am Standort Schweiz gesichert werden, muss jetzt gehandelt werden. Gelingt die Reform, so werden Schweizer Unternehmen Finanzierungsfunktionen zurück in die Schweiz verlagern. Konzerninterne Darlehen werden künftig hierzulande vergeben. Ebenso werden Anleihen zur Mittelaufnahme vermehrt von einer Schweizer Einheit emittiert, was den heimischen Kapitalmarkt belebt. Diese Öffnung des Kapitalmarkts wird auch von grösseren Schweizer KMU genutzt werden können und diesen neue, attraktive Finanzierungsoptionen eröffnen.

Bereits mittelfristig sind die finanziellen Auswirkungen der Reform vorteilhaft. Der Bundesrat beziffert die statischen Mindereinnahmen der Vorlage insgesamt auf 200 Millionen Franken. Diesen Mindereinnahmen stehen dauerhafte Verbesserungen wichtiger Rahmenbedingungen und volkswirtschaftliche Impulse mit positiven Folgen für Arbeitsplätze und Steuereinnahmen gegenüber.



Seit mehr als zehn Jahren ist die Problematik der Verrechnungssteuer anerkannt, aber bisher fanden diverse Lösungsansätze keine Mehrheit, auch diejenigen der Rückweisungsanträge nicht. Wir diskutierten die Initiative "Ja zum Schutz der Privatsphäre", und wir diskutierten in der Subkommission eingehend über die Zahlstellensteuer. Wir diskutieren übrigens schon eine halbe Ewigkeit über diese Reform der Verrechnungssteuer, aber wir konnten keinen gangbaren Weg, keine Lösung finden.

Die nun vorliegende Reform wurde mit Augenmass ausgearbeitet. Sie zeichnet sich insbesondere durch die administrative Einfachheit aus. Sie löst das langjährige Verrechnungssteuerproblem im Zinsbereich effektiv und schneidet dabei gegenüber anderen Varianten mit einem deutlich besseren Kosten-Nutzen-Verhältnis ab. Der Schweizer Fremdkapitalmarkt wird gestärkt. Die Abschaffung der Verrechnungssteuer auf Zinsen setzt zudem einen Anreiz, konzerninterne Finanzierungsaktivitäten vermehrt in der Schweiz durchzuführen. Insgesamt stärkt die Reform den Fremdkapitalmarkt und wird mittel- und langfristig Wertschöpfungs- und Beschäftigungsimpulse in der Schweiz auslösen.

Für uns, die FDP-Liberale Fraktion, ist diese Reform dringend und längst fällig. Sie hat eine hohe Bedeutung für den Standort Schweiz. Die Akzeptanz der Vorlage bei den betroffenen Wirtschaftsakteuren und die Mehrheitsfähigkeit im Parlament stehen im Zentrum. Das alles erfüllt diese Vorlage. Wir bitten Sie deshalb, auf diese Gesetzesänderung einzutreten.

Matter Thomas (V, ZH): Die SVP-Fraktion begrüsst die vorliegende Verrechnungssteuerreform. Diese wird den Standort Schweiz, den Fremdkapitalmarkt, den Schweizer Kapitalmarkt überhaupt, den Industrie- und Unternehmensstandort und unseren Werkplatz ganz allgemein stärken.

Die weitgehende Abschaffung der Verrechnungssteuer auf Zinsen und die Anpassungen bei der Umsatzabgabe werden mittelfristig uns allen, der gesamten Schweizer Bevölkerung, weit mehr nützen als schaden. Gerade nach der schwierigen Zeit der Covid-Krise gilt es, alles zu beseitigen, was die Entwicklung unserer Volkswirtschaft hemmt. Davon profitiert nicht nur der Finanzplatz, sondern der Schweizer Werkplatz ganz allgemein.

Ursprünglich hat der Bundesrat in seiner Botschaft geschätzt, dass statische Mindereinnahmen von knapp 200 Millionen Franken anfallen werden. Nachdem die SVP-Delegation in der Kommission für Wirtschaft und Abgaben den Bundesrat beauftragt hat, auszurechnen, um wie viel billiger sich die Körperschaften Bund, Kantone und Gemeinden durch den Wegfall der Verrechnungssteuer finanzieren können, kam der Bundesrat bzw. das Eidgenössische Finanzdepartement auf eine mittlere Schätzung von 120 Millionen Franken pro Jahr. Somit wird also selbst der statische Ausfall gering sein. Aus dynamischer Sicht wird der Staat mittel- und langfristig ganz sicher zu Mehreinnahmen und nicht zu Mindereinnahmen kommen, wie hier von linker Seite erzählt wird.

Wir begrüssen diese Vorlage auch, weil sie mit markanten administrativen Vereinfachungen verbunden ist. Die SVP-Fraktion beantragt Ihnen Eintreten und ersucht Sie, in der Detailberatung sämtliche Mehrheitsanträge zu unterstützen.

Eines möchte ich aber als Sprecher meiner Fraktion mit aller Entschiedenheit klarstellen: Sollten in der Detailberatung Anträge, die das Bankkundengeheimnis abschwächen und aufweichen, eine Mehrheit finden, wird die SVP-Fraktion die Vorlage konsequent ablehnen, genau wie sie es schon beim letzten Versuch getan hat.

Die SVP-Fraktion wird bei diesem Geschäft nicht zu jedem Minderheitsantrag sprechen. Wir unterstützen die Anträge der Mehrheit, die diese Reform auf kleinerer Ebene ohne wesentliche Kostenfolgen zusätzlich verbessert.

Bertschy Kathrin (GL, BE): Die grünliberale Fraktion wird die Vorlage des Bundesrates zur Stärkung des Fremdkapitalmarkts unterstützen.

Es ist eine Vorlage, welche mittlerweile eine lange Vorlaufzeit hat. Sie steht in einem Spannungsfeld zwischen der Sicherung der Steuereinnahmen, also dem Vermeiden von Steuerhinterziehung, zum Ersten, einer guten Fremdkapitalfinanzierung, also einer Frage des Finanzplatzstandortes, zum Zweiten und Steuererträgen des Bundes zum Dritten. Es gilt, diese Ziele einer möglichst hohen Sicherung bei gleichzeitig hoher Wertschöpfung und des Ansiedelns von Beschäftigungseffekten in der Schweiz möglichst gleichzeitig zu erreichen, damit im Sinne einer lohnenswerten Investition auch Mindereinnahmen aufgefangen werden. Hier gilt es, eine Balance zu finden. Das ist nicht einfach. Das zeigt auch die Tatsache, dass verschiedene Reformschritte gemacht wurden, bis wir jetzt an diesen Punkt gelangten.

Zum ersten Punkt: Die Verrechnungssteuer ist eigentlich eine Sicherungssteuer. Ihr hauptsächliches Ziel ist nicht, Steuererträge zu generieren, sondern Steuerhinterziehung zu vermeiden. Darum wird auf Zinsen, Dividenden, Lotteriegewinnen usw. eine Verrechnungssteuer von 35 Prozent erhoben. Sie wird zurückerstattet, wenn die Erträge in der Steuererklärung deklariert werden. So sichert sie die Besteuerung der inländischen



Erträge von Personen mit Wohnsitz in der Schweiz.

Zum zweiten Punkt: Die Nachteile wurden erwähnt. Es geht um ein Liquiditätsproblem: Wenn die Zinsen oder die Dividenden hoch sind und man 65 Prozent ausbezahlt erhält, dann aber noch auf 35 Prozent Liquidität warten muss, dann ist das nicht besonders attraktiv. Es ist vor allem bei einer langfristigen Firmenfinanzierung ungünstig. Internationale Investoren meiden Obligationen, bei denen nur 65 Prozent des Zinses sofort bezahlt werden und der Rest mühsam zurückverlangt werden muss.

Grössere Firmen aus der Schweiz weichen für die Fremdkapitalfinanzierung darum aufs Ausland aus – genau das möchten wir aber eben vermeiden. Sie sehen sich gezwungen, Finanzierungsvehikel wie verrechnungssteuerfreie Obligationen im Ausland auszugeben. Das wird auch international kritisch angesehen, und es treibt Kapital, Arbeitsplätze und Beschäftigungswachstum ins Ausland – genau das möchten wir Grünliberalen nicht. Zum dritten Punkt: Die Einnahmen aus der Verrechnungssteuer belaufen sich im Jahr 2022 auf geschätzte 7 Milliarden Franken. Das ist kein vernachlässigbarer Betrag. Diese Einnahmen stammen von ausländischen Begünstigten, welche die Verrechnungssteuer in vielen Konstellationen nicht oder nur teilweise zurückfordern können oder bei welchen die Rückforderung der Verrechnungssteuer ausbleibt. Das kann aus Nachlässigkeit, wegen dem Aufwand oder eben auch aus Gründen der Steuerhinterziehung passieren.

Im Idealfall trifft die Schätzung zu, wonach die Reform, dynamisch betrachtet, aufgrund von Wertschöpfungs- und Beschäftigungsimpulsen ein sehr attraktives Kosten-Nutzen-Verhältnis aufweist. Beim Bund dürfte die Reform nach etwa fünf Jahren selbstfinanzierend sein, für die Kantone und

AB 2021 N 1945 / BO 2021 N 1945

Gemeinden bereits früher. Es finden ja schon seit zehn Jahren Reformversuche statt. Man will die Nachteile der Verrechnungssteuer weghaben, ohne die Vorteile, den Sicherungszweck, ganz aufzugeben. Sämtliche geprüften Varianten – Stichwort: Zahlstellenprinzip – wie auch der Status quo sind massiv komplizierter und kostspieliger als das, was jetzt beantragt wird, oder eben, siehe Meldeverfahren, nicht mehrheitsfähig.

Die Vorlage des Bundesrates verzichtet jetzt, anders als noch in der Vernehmlassung, auf eine Ausweitung der Sicherung der Zinsanlagen auf ausländische Titel. Diese sind heute schon ungesichert, das ist korrekt. Die Vorlage hat gemäss Bundesrat immer noch ein sehr gutes Kosten-Nutzen-Verhältnis. Materiell ist der Verzicht auf die Stärkung des Sicherungszwecks zwar bedauerlich, aber vertretbar. Es ist ein geringer Teil, der nicht gesichert ist. Politisch dürfte das aber ein schwieriges Zeichen sein. Die Ausgewogenheit fällt weg, und das schmälert unseren Enthusiasmus ein bisschen. Wir würden gerne das eine tun, ohne das andere zu lassen. Für uns überwiegt aber, dass Teile der Nachteile der Verrechnungssteuer wegmüssen. Für uns ist die Perspektive der Unternehmen, der Beschäftigungseffekte, der Wertschöpfung, die in der Schweiz anfallen soll, das Überwiegende. Wir werden darum eintreten und die Vorlage unterstützen.

Ein Teil der Fraktion wird aber den Antrag der Minderheit Badran Jacqueline auf Rückweisung und Einführung eines Meldeverfahrens unterstützen. Unsere Fraktion hat in dieser Frage in den letzten Jahren einen gewissen Wandel durchgemacht und eine Offenheit entwickelt. Ein Teil priorisiert mittlerweile klar ein Meldeverfahren. Das System ist einfacher, das Sicherungsziel wird erfüllt, und als Anleger oder Anlegerin verliert man keine Liquidität. Das sind die Gründe. Der andere Teil der Fraktion macht eine andere Beurteilung, möchte weiterhin keinen automatischen Informationsaustausch im Inland und wird dementsprechend die Rückweisung ablehnen.

In der Detailberatung werden wir im Wesentlichen die Version des Bundesrates unterstützen. Wir wollen eine schlanke Reform, die nicht noch zu weit angereichert werden sollte, mit Punkten, die sicherlich auch eine gute Idee, aber nicht unbedingt Kern der Vorlage sind. Wir möchten, dass die Reform gelingt. Das ist der Grund. Wir möchten Ihnen aber auch noch eine Einschränkung beliebt machen, um ein noch besseres Kosten-Nutzen-Verhältnis zu erreichen. Es liegt ein Einzelantrag Gredig vor, welcher die Abschaffung der Verrechnungssteuer auf Obligationenzinsen auf Neuemissionen beschränken möchte. Die Aufhebung der Verrechnungssteuer auf bereits emittierten Anleihen ist mit erheblichen Steuerausfällen verbunden, ohne dass damit positive Wirtschaftsanreize gesetzt würden. Ich werde diesen Einzelantrag in Block 2 noch erläutern.

Wir werden eintreten und zum Teil den Antrag der Minderheit Badran Jacqueline auf Rückweisung und Einführung eines Meldeverfahrens unterstützen.

Maurer Ueli, Bundesrat: Sie haben es gehört, die Vorlage hat eine lange Geschichte. Sie behandeln Vorstösse, die in den Jahren 2011, 2015 und 2017 eingereicht wurden. Man könnte also sagen, dass im Laufe der Zeit der Berg eine Maus geboren hat. Was heute vorliegt, ist nicht mehr so, wie es war, als Sie es einmal gefordert haben.

Um das auch noch zu sagen: Nicht ich bin es, der Ihnen auf Biegen und Brechen, wie Frau Ryser das gesagt



hat, etwas verkaufen will, sondern wir erfüllen schlicht und einfach Aufträge des Parlamentes, die uns gegeben wurden. Was wir Ihnen vorlegen, hat alle Prozesse unseres demokratischen Systems – Vernehmlassung usw. – durchlaufen. Es ist also eine ausgewogene Vorlage, die von der Mehrheit so akzeptiert wird.

Um was geht es, ganz kurz gesagt? Es geht darum, dass Finanzierungsgeschäfte, die heute im Ausland stattfinden, in die Schweiz zurückkommen. Das ist der Sinn und Zweck der Vorlage. Wir möchten also Arbeit und Finanzierungsgeschäfte in die Schweiz zurückholen. Heute finden diese Geschäfte im Ausland statt, weil es dort bessere steuerliche Rahmenbedingungen gibt. Die Vorlage will die Rahmenbedingungen in der Schweiz verbessern, sodass diese Finanzierungsgeschäfte zurückkommen. Das ist auch die Gesamtsicht, die der Bundesrat im Auge hat, wie sie auch von Ihnen gefordert wurde. Wir werden, wie gesagt wurde, kurzfristig etwas verlieren, aber wir gehen davon aus, dass durch das Zurückholen der Geschäfte in die Schweiz schon nach fünf Jahren der positive Effekt in unserem Land grösser ist; in den Kantonen und Gemeinden dürfte dieser Effekt noch früher eintreffen.

Insgesamt ist es also eine Vorlage, die absolut im Plus liegt. Es wird mehr Arbeit und Einkommen in der Schweiz geben. Die Aussagen, die hier gemacht wurden, wonach die Vorlage Hunderte von Millionen Franken koste, ist schlichtweg falsch. Es ist eine Vorlage, die den Wirtschafts- und Finanzierungsstandort Schweiz stärkt. Hier wieder das grosse Bild: Die Schweiz ist im Fremdkapitalmarkt eigentlich unterentwickelt; zu wenige solcher Finanzierungen finden in der Schweiz statt. Sie wandern ins Ausland ab, und damit geht auch Schweizer Geld ins Ausland. Mit dieser Aktion, mit dieser Gesetzesänderung möchten wir das zurückholen.

Es gibt zwei Elemente in diesem Bereich, das sind die Verrechnungssteuer und die Umsatzabgabe. Zuerst kurz zur Verrechnungssteuer: Wir kennen das, der Fremdkapitalmarkt wird mit einer Verrechnungssteuer von 35 Prozent auf inländischen Obligationenzinsen belastet. Diese 35 Prozent können zurückgefordert werden. Das ist das, was ausländische Kapitalgeber stört. Sie geben Geld, eine Steuer wird zurückbehalten, die sie dann später wieder einfordern müssen. Das ist im Ausland nicht so, es ist dort entsprechend einfacher. Das ist ein wichtiger Grund, warum diese Finanzierungen eben nicht in der Schweiz stattfinden, und aus diesem Grund möchten wir hier auf die Verrechnungssteuer verzichten.

Parallel dazu geht es um die Umsatzabgabe. Sie haben es gehört: Es ist auch ein Hindernis für den Handel mit Obligationen, wenn hier noch eine Umsatzabgabe bezahlt werden muss. Also versuchen wir, die Hindernisse, die heute in der Schweiz bestehen, abzubauen, auszuräumen, damit es wieder interessant wird, in der Schweiz entsprechende Emissionen zu tätigen. Wir haben das auch ausführlich mit den grösseren Unternehmen in der Schweiz besprochen. Diese haben uns eigentlich alle versichert, dass sie diesen Handel zurück in die Schweiz bringen werden, wenn die Möglichkeit besteht. Es stärkt also den Wettbewerb.

Die Zinsen auf den Bankkonti inländischer Personen werden weiter mit einer Verrechnungssteuer belastet. Hier kommen wir zu den Rückweisungsanträgen, die ja ein Meldeverfahren fordern. Der Bundesrat hat das in der Vernehmlassung auch als Variante dargelegt, und es wurde klar abgelehnt. Diese Diskussion führen wir ja schon lange, hier geht es eigentlich um die Frage des inländischen Bankkundengeheimnisses. Das möchte der Bundesrat mit dieser Vorlage nicht antasten. Ich bitte Sie also, die Rückweisungsanträge abzulehnen. Wir haben diese Diskussion mit der Branche wirklich während einiger Zeit geführt, und die Resultate aus der Vernehmlassung waren so eindeutig, dass es wohl keinen Sinn macht, jetzt das Gegenteil von dem zu machen, was die Mehrheit der Vernehmlassungsteilnehmer gefordert hat. Es waren eine Partei und zwei Kantone, die ein Meldeverfahren gefordert haben. Der Rest hat die Vorlage des Bundesrates, wie sie jetzt vorliegt, entsprechend unterstützt.

Noch zu den Auswirkungen, das wurde jetzt auch mehrmals angesprochen: Wir gehen davon aus, dass es kurzfristig Mindereinnahmen von etwa 170 Millionen Franken gibt, dass es aber bereits nach fünf Jahren ins Positive kippt, weil die Arbeitsplätze zurück in die Schweiz kommen. Es wurde auch von Herrn Matter gesagt, dass durch die Verbesserung des Fremdkapitalmarktes in der Schweiz vermutlich auch die öffentliche Hand die Gelegenheit haben wird, Geld günstiger anzulegen, weil mehr Geld vorhanden sein wird. Wir haben das geschätzt und sind auf einen Umfang von ungefähr knapp 100 Millionen Franken gekommen, in dem dann auch die öffentliche Hand profitieren könnte. Die Vorlage hat eigentlich eine Reihe von möglichen positiven Aspekten; das geht also somit auf.

Noch zu den Rückweisungsanträgen Ryser und Badran Jacqueline: Die Steuerausfälle, die wir berechnet haben, finden Sie in der Botschaft. Das ist eine recht komplexe Rechnung,

AB 2021 N 1946 / BO 2021 N 1946

die sich nicht nur aus Verrechnungssteuern zusammensetzt, sondern auch aus Vermögenssteuern und Einkommenssteuern. Daraus ergibt sich diese Komplexität. Wir gehen davon aus, dass dieser Betrag ins Positive kippen wird.





Es ist auch keine Vorlage für den Prinzen von Katar, wie das Frau Badran gesagt hat. Wir waren ja damals froh, dass im Zusammenhang mit "Too big to fail" die Grossbanken auch ausländische Kapitalgeber gefunden haben, die bereit waren, Risikokapital zu zeichnen. Es war also eine Folge unserer Too-big-to-fail-Auflagen, welche dazu geführt haben, dass ausländische Investoren sich hier beteiligt haben.

Es ist auch kein Geschenk für die Reichen, sondern es ist eine Verbesserung für den Wirtschaftsstandort Schweiz. Das Paket als Ganzes ist ausgeglichen. Es gibt nicht Hunderte von Millionen Franken Ausfälle, sondern wir erfüllen Ihren Auftrag – stark reduziert aufgrund der Geschichte, die dahintersteckt. Es ist eine vernünftige Vorlage mit einem insgesamt positiven Aspekt für den Finanzplatz und Wirtschaftsstandort Schweiz, wie das schon mehrmals gesagt wurde. In Bezug auf diese positiven Aspekte gibt es durchaus Studien; wir haben in der Kommission darauf hingewiesen.

Das wären die Gründe, und ich bitte Sie, auf die Vorlage einzutreten und ihr zuzustimmen.

Rytz Regula (G, BE): Herr Bundesrat Maurer, Sie haben jetzt mehrmals mit dem volkswirtschaftlichen Nutzen dieser Vorlage argumentiert. Können Sie der Öffentlichkeit sagen, wie viele Arbeitsplätze mit dieser Vorlage in der Schweiz genau geschaffen werden, und vielleicht auch noch, ob diese Arbeitsplätze mit einheimischen Fachkräften besetzt oder ob einfach jene von Luxemburg in die Schweiz gezügelt werden?

Maurer Ueli, Bundesrat: Eine genaue Zahl kann ich Ihnen nicht sagen, wir gehen aber natürlich davon aus, dass es relativ viele Arbeitsplätze sein werden, je nachdem, in welchem Umfang und in welcher Reihenfolge diese Geschäfte dann wieder in der Schweiz abgewickelt werden. Im Bankenbereich haben wir eigentlich grossmehrheitlich einheimische Arbeitskräfte. Wir haben ja gerade im Bankenbereich in letzter Zeit viele Arbeitskräfte verloren, weil die Banken an Geschäftsumfang eingebüsst haben. Das würde ihnen helfen, einen Teil des verlorenen Geschäftsumfangs wieder aufzustocken. Damit ist es eben durchaus möglich, dass die Leute – das sind Schweizer –, die bei den Banken aufgrund der Entwicklungen der letzten Jahre, wie etwa des Verlusts des Bankkundengeheimnisses, einen unsicheren Arbeitsplatz oder keinen mehr haben, wieder eine sichere Stelle in ihrem angestammten Bereich finden. Es ist also auch für Schweizer auf dem Arbeitsmarkt eine positive Entwicklung.

Müller Leo (M-E, LU), für die Kommission: Nachdem Sie jetzt die Begründungen der Minderheitsanträge sowie die Fraktionsvoten gehört haben, lässt sich festhalten, dass es eigentlich vier Punkte gibt, die intensiv diskutiert worden sind und diskutiert werden, was auch in der Kommission der Fall gewesen ist.

1. Zur Steuerlücke: Auch in der Kommission wurde geltend gemacht, dass diese zu relativieren sei. Schliesslich würden 95 bis 98 Prozent der Zahlungen, die mit Verrechnungssteuer belastet seien, von Bankguthaben und Dividenden stammen. Dort werde sich nichts ändern. Eine Steuerlücke würde somit einen nur sehr kleinen Bereich betreffen.

2. Zur Zahlstelle: Diese haben wir jetzt jahrelang diskutiert, auch in der Kommission sehr intensiv wie auch in der Subkommission. Nach diesen wirklich umfangreichen Abklärungen ist die Mehrheit zum Schluss gekommen, dass wir dieses Thema jetzt ad acta legen sollen, weil die Zahlstelle zum einen finanziell und zum andern auch administrativ sehr aufwendig ist.

3. Zum Meldeverfahren: Jene, die sich schon länger mit diesem politischen Geschäft befassen und schon länger Mitglied dieses Rates sind, wissen, dass der Bundesrat das Steuerstrafrecht hat verschärfen wollen, worauf Unterschriften für eine Volksinitiative gesammelt worden sind. Man hat sich dann darauf geeinigt, dass der Bundesrat auf die Verschärfung des Steuerstrafrechts und insbesondere auf die Einführung eines Meldeverfahrens verzichtet, wonach die Initianten ihre Initiative zurückziehen konnten. Dieses gegenseitige Vertrauensverhältnis besteht noch heute.

4. Zu den Finanzen: Wir haben das auch in der Kommission diskutiert, und Sie haben es bereits vom Bundesrat gehört, dass die Revision einen doppelten Effekt erzeugt. Einerseits bewirken wir, dass Mehreinnahmen beim Bund generiert werden können, und zwar bei den Gewinnsteuern, bei den Einkommenssteuern und bei der Mehrwertsteuer. Andererseits wird auch das BIP-Wachstum, also das Wirtschaftswachstum, zunehmen.

In diesem Sinne ist die Kommission grossmehrheitlich zum Schluss gekommen, auf diese Vorlage einzutreten. Ich bitte Sie, Gleiches zu tun.

Amaudruz Céline (V, GE), pour la commission: Je serai très brève, parce que j'ai déjà développé la position de la majorité et des minorités. C'est donc par 17 voix contre 4 et 4 abstentions que la commission vous demande d'entrer en matière. Pourquoi? Je le répète brièvement. C'est un projet clef pour la Suisse, en tant que site d'implantation et pour la place fiscale. C'est une façon d'assurer la création de valeur en Suisse qui a également un effet financier bénéfique. Cette réforme est attendue en Suisse depuis plus de dix ans. Il faut



rappeler qu'il convient de se concentrer sur des réformes bénéficiant à l'économie dans son ensemble, pour soutenir la reprise économique.

Au nom de la commission, je vous demande d'entrer en matière et de rejeter les deux propositions faisant l'objet de minorités, qui ont été rejetées par 17 voix contre 8. Je vous rappelle rapidement les arguments de la minorité: elle craint la soustraction fiscale et que cette réforme péjore davantage la situation financière de la Confédération, déjà mise à mal par le coronavirus.

Je vous remercie de bien vouloir entrer en matière.

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Der Nichteintretensantrag ist zurückgezogen worden. Da sich die zwei Anträge auf Rückweisung ausschliessen, werden sie in der Abstimmung einander gegenübergestellt.

Erste Abstimmung – Premier vote
(namentlich – nominatif; 21.024/23752)
Für den Antrag der Minderheit Ryser ... 127 Stimmen
Für den Antrag der Minderheit Badran Jacqueline ... 52 Stimmen
(8 Enthaltungen)

Zweite Abstimmung – Deuxième vote
(namentlich – nominatif; 21.024/23753)
Für den Antrag der Minderheit Ryser ... 66 Stimmen
Dagegen ... 120 Stimmen
(0 Enthaltungen)

**Bundesgesetz über die Verrechnungssteuer (Stärkung des Fremdkapitalmarkts)
Loi fédérale sur l'impôt anticipé (Renforcement du marché des capitaux de tiers)**

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung, Ersatz von Ausdrücken

Antrag der Kommission
Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, ch. I introduction, remplacement d'expressions

Proposition de la commission
Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

AB 2021 N 1947 / BO 2021 N 1947

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Detailberatung wurde in zwei Blöcke aufgeteilt. Eine Übersicht darüber wurde Ihnen verteilt.

Block 1 – Bloc 1

*Verrechnungssteuergesetz
Loi fédérale sur l'impôt anticipé*

Ryser Franziska (G, SG): Die Verrechnungssteuer dient der Steuerehrlichkeit. Sie ist eine reine Sicherungssteuer. Wer seine Vermögenseinnahmen korrekt anmeldet, erhält die Verrechnungssteuer wieder zurück. Wir Grünen finden es deshalb falsch, diese Sicherungssteuer für Unternehmen und ausländische Anlegerinnen und Anleger abzuschaffen, ohne diese Lockerungen im Steuersicherungssystem zu kompensieren.



Ich habe es in der Eintretensdebatte bereits gesagt: Der Entwurf des Bundesrates ist sehr einseitig. Und trotzdem hat die Kommissionsmehrheit noch an verschiedensten Orten zusätzliche Lockerungen eingebaut, die neue "Steuerungsumgehungs-Trickli" ermöglichen. So auch in Artikel 4 Absatz 1 Buchstabe d: Die Kommissionsmehrheit will die Verrechnungssteuer auf Ersatzzahlungen ausschliesslich auf inländische Finanzintermediäre beschränken.

Ich bitte Sie, meiner Minderheit zu folgen und diese Einschränkung abzulehnen. Hier soll eine heute bewährte Praxis der Steuerverwaltung aufgehoben werden.

Um was geht es? Es geht hier nicht um den Fremdkapitalmarkt, der im Zentrum dieser Vorlage steht, sondern um Dividenden, auf denen die Verrechnungssteuer weiterhin normal zu entrichten ist. Bei Wertpapierleihen werden Wertpapiere wie Aktien über einen bestimmten Zeitraum "ausgeliehen". Fallen in dieser Zeit Erträge an, so gehören diese dem ursprünglichen Besitzer. Der Entleiher überweist dem Verleiher nach Ablauf der Frist also nicht nur die Wertpapiere, sondern auch alle Erträge, beispielsweise Dividenden, die in dieser Zeit angefallen sind. Dafür werden künstliche Dividendenzahlungen getätigt. Diese Dividendenzahlungen gibt es dann also zweimal: ein erstes Mal vom Unternehmen an den aktuellen Besitzer und ein zweites Mal vom Entleiher an den Verleiher. Die Steuerverwaltung sieht aber nicht, welche die ursprüngliche Dividendenzahlung mit Verrechnungssteuer und welche nur die künstliche Dividendenzahlung ohne Verrechnungssteuer war. Bei beiden Dividendenzahlungen schickt die Zahlstelle ganz normal einen Rückerstattungsantrag für die Verrechnungssteuer mit. Findige Steueroptimiererinnen und Steueroptimierer können nun zweimal die Verrechnungssteuer zurückfordern, obwohl diese nur einmal abgeführt wurde.

Dieses Problem ist nicht neu, und die Lösung dafür ist auch schon bekannt: Es wird einfach auf beiden Dividenden die Verrechnungssteuer erhoben. Dann kann auch auf beiden Zahlungen die Verrechnungssteuer zurückgefordert werden. Das ist heute bereits gelebte Praxis, die nun im Gesetz festgehalten werden soll. Die Eidgenössische Steuerverwaltung hat dieses Vorgehen mit den betroffenen Banken entwickelt und setzt es seither mehr oder weniger erfolgreich um.

Die Kommissionsmehrheit will dieses Vorgehen nun aber auf inländische Finanzinstitute beschränken. Das Resultat? "Securities lendings" könnten so einfach über ausländische Institute abgewickelt werden, und die Verrechnungssteuer könnte ohne Probleme zweimal zurückgefordert werden – ein weiteres Einfallstor für kreative Steuerungsumgehungsaktivitäten.

Es geht hier um ein Problem, das bereits bekannt ist und für welches eine praktikable Lösung existiert. Für diese Praxis soll jetzt einfach eine entsprechende Rechtsgrundlage geschaffen werden, damit diese auch gegenüber ausländischen Finanzinstituten mit einer höheren Compliance umgesetzt werden kann. Es wäre verantwortungslos, hier bewusst einen neuen Spielraum zu schaffen, um die Verrechnungssteuer auf Dividenden zu umgehen.

Ich bitte Sie daher, meiner Minderheit und damit dem Bundesrat zu folgen.

Wermuth Cédric (S, AG): Der Mehrheitsantrag zu Artikel 5c Buchstabe d ist jetzt eben einer, der unter das Stichwort "Büchse der Pandora" fällt. Worum geht es?

Die Mehrheit möchte, dass die Entlastung in Sachen Verrechnungssteuer auf Zinsen und Obligationen auch bei kollektiven Kapitalanlagen, also Fonds, zum Tragen kommt. Das Problem ist im Kern, dass die Mehrheit hier natürlich ein sehr gutes Argument hat: Es ist tatsächlich schwierig zu argumentieren, warum kollektive Kapitalanlagen nicht mit in die Vorlage genommen worden sind. Wenn Sie die Vernehmlassungsunterlagen und die Unterlagen, die der Kommission bei den Hearings zur Verfügung gestanden haben, anschauen, dann sehen Sie, dass es zehn bis fünfzehn weitere Begehrlichkeiten gibt, die sich problemlos in die Argumentation dieser Botschaft einreihen liessen.

Das ist genau das, wovon wir von Anfang an gewarnt haben. Wir wissen alle, wie sich die Vorlage nach der Verabschiedung dieses ersten Teils weiterentwickeln wird: Es wird eine Reihe solcher Begehrlichkeiten geben. Wir beantragen Ihnen deshalb ganz grundsätzlich, die Ausweitung der bundesrätlichen Vorlage so gering wie möglich zu halten. Wenn es wirklich darum geht, eine möglichst schlanke Vorlage zu haben, die sich auf die Frage der Zinserträge bei inländischen Obligationen, die Stärkung des Fremdkapitalmarktes hier in der Schweiz beschränkt, wie es offiziell als Ziel der Botschaft ausgegeben ist, dann müssen wir das auch konsequent zu Ende denken und zu Ende führen, sonst hält die Vorlage nicht mehr das ein, was sie verspricht. Zudem ist in der Kommission bei der Behandlung genau solcher Anträge, wie sie hier nun als Mehrheitsanträge gestellt werden, klargeworden, dass sie in ihrer Wirkung höchst umstritten sind. Es ist völlig unklar, ob die administrative Belastung es wirklich zulassen würde, dass es zu einem Mehrwert kommt. Man müsste bei solchen Fonds neu auch eine separate Ausweisung der Erträge aus Zinsen von Obligationen machen. Artikel 5c Buchstabe d würde nach Schätzung des Departements doch immerhin zusätzliche Ausfälle von rund 10



Prozent oder mehr der gesamten Ausfälle dieser Vorlage generieren.

Wir bitten Sie deshalb, wenn schon, beim engen Sinn dieser Vorlage zu bleiben und alle erweiterten Anträge, darunter der Mehrheitsantrag zu Artikel 5c Litera d, abzulehnen.

Birrer-Heimo Prisca (S, LU): Die Mehrheit der Kommission hat mit Artikel 20b einen Passus eingefügt, der besagt, dass allein aufgrund von Formmängeln keine Verrechnungssteuerforderung erhoben wird, wenn erkennbar ist oder die steuerpflichtige Person nachweist, dass dem Bund durch die Nichteinhaltung einer Formvorschrift kein Steuerausfall entstanden ist. Eine analoge Formulierung in Artikel 33a besagt, dass die Rückerstattung in solchen Fällen nicht verweigert wird.

Jetzt tönt das sympathisch: Formmängel sind Bagatellfälle, da soll man nicht so kompliziert tun. Genau diese Frage wurde bei der letzten Revision des Verrechnungssteuergesetzes 2018 hier drin und im Ständerat ausführlich diskutiert. Wir haben damals eine Bestimmung zur Verwirkung eingefügt, die ganz klar besagt, dass eben diese Verwirkung nicht eintritt, wenn bei der Steuererklärung – beim Ausfüllen, beim Rückfordern – Fehler gemacht wurden.

Ich habe die Voten der damaligen Debatten angeschaut. Bundesrat Maurer und die Kommissionssprecher haben damals mehrfach erklärt, worum es geht. Das Ziel ist das folgende: Wenn beim Ausfüllen einer Steuererklärung ein Fehler passiert, dann soll die Verrechnungssteuer trotzdem zurückerstattet werden können. Dann ging es noch um die Frage, ob das bei fahrlässigem oder auch bei vorsätzlichem Vorgehen gilt. Es war klar, dass es nur um das fahrlässige Vorgehen geht.

Es stellt sich nun die Frage: Was bringt der Antrag der Mehrheit in diesem Entwurf zusätzlich? Der Antrag lag in der Kommission vor. Die Verwaltung hat gesagt, sie könne eigentlich nicht abschätzen, was die neuen Bestimmungen noch sollen und was die Auswirkungen wären; man habe das Anliegen schon in Artikel 23 reguliert. Darin geht es ganz klar auch

AB 2021 N 1948 / BO 2021 N 1948

darum, dass man Bagatellfälle, wie falsch ausgefüllte Formulare, abgedeckt hat.

Die Kommission fügte hier also etwas ein, das schon geregelt ist, das im geltenden Recht sogar viel besser geregelt ist. Sie weiss selber nicht so ganz genau, was dann alles noch unter die neuen Bestimmungen fallen könnte. Die konkreten Auswirkungen sind unklar. Das macht eine Mehrheit, die hier drin immer und immer wieder proklamiert, dass man Gesetze nicht mit unnötigen zusätzlichen Formulierungen ausweiten soll, dass man eine schlanke Gesetzgebung machen und sie vereinfachen soll. Genau das wird immer wieder gefordert, mit dem Antrag der Mehrheit hier aber eigentlich ganz klar unterlaufen.

Ich bitte Sie, diese Ausweitung abzulehnen. Diese Sache ist bereits geregelt. Wenn irgendwo tatsächlich eine Lücke sein sollte – was bis jetzt niemand darlegen konnte –, dann könnte das der Ständerat ja noch anschauen. Es macht aber wirklich keinen Sinn, jetzt hier mit Blick auf ein Ziel, das es eigentlich gar nicht mehr gibt, etwas zu regulieren.

Ich bitte Sie, das abzulehnen.

Matter Thomas (V, ZH): Gemäss der bundesrätlichen Botschaft unterliegen Erträge von inländischen Fonds – anders als jene von ausländischen Fonds – weiterhin der Verrechnungssteuer. Bedauerlich ist, dass der Bundesrat im Zuge der laufenden Reform nicht auch das Verrechnungssteuerregime für Anlagefonds an die Hand genommen hat. Diese Reform schwächt den schweizerischen Fondsplatz. Schweizer Fonds sind im Vergleich zu ausländischen Fonds schon heute klar benachteiligt, und der Fondsstandort Schweiz ist unterentwickelt und geschwächt. Wird die Verrechnungssteuer auf Obligationenzinsen abgeschafft, verschärft dies die Situation für Fonds zusätzlich.

Ein möglicher Ansatz, um dies zu korrigieren, wäre, die Ausschüttung von Erträgen aus Anlagefonds nur noch so weit der Verrechnungssteuer zu unterstellen, als die Fonds selbst die Verrechnungssteuer zurückfordern. Nach Abschaffung der Verrechnungssteuer auf Obligationen beträfe dies im Wesentlichen noch die Verrechnungssteuer auf Dividenden von inländischen Gesellschaften. Schweizerische Fonds wären damit aus steuerlicher Sicht gegenüber ausländischen Fonds, wie zum Beispiel jenen in Luxemburg, nicht noch zusätzlich benachteiligt.

Deshalb bitte ich Sie, bei Artikel 5c Buchstabe d die Mehrheit der Kommission zu unterstützen. Bezüglich der übrigen Minderheitsanträge in diesem Block bitte ich Sie ebenfalls, der Mehrheit zu folgen, und ich bitte Sie, den Einzelantrag Gredig abzulehnen.

Landolt Martin (M-E, GL): Die Mitte-Fraktion wird in Block 1 die Anträge der Kommissionmehrheit unterstützen. Ich möchte Sie hier insbesondere auf Artikel 5c Buchstabe d hinweisen. Es geht dort um eine Präzisierung



einerseits und um eine konsequente Umsetzung andererseits. Wenn künftig bei inländischen Obligationen keine Verrechnungssteuer mehr abgezogen wird, so soll dies sinngemäss auch bei entsprechenden Kollektivanlageprodukten, also Anlagefonds, der Fall sein. Es wäre insbesondere für Kleinanlegerinnen und Kleinanleger schwer verständlich, wenn sie bei einem Obligationenfonds die Verrechnungssteuer zurückfordern müssten, obschon im Fonds selbst keine verrechnungssteuerpflichtigen Anlagen mehr drin sind.

Mit den Artikeln 20b und 33a empfehlen wir Ihnen sogenannte Pragmatismusartikel, wie wir sie schon von der Mehrwertsteuergesetzgebung her kennen. Es ist weder im Sinne des Erfinders, sprich der Verrechnungssteuer, noch im Sinne der Bürgerfreundlichkeit, wenn Formfehler im Sinne von Bagatellfällen dazu führen, dass eine Rückerstattung nicht gewährt wird. Wenn jemand einen Unterlassungs- oder Formfehler macht, ohne dabei einen logischen Nutzen für sich erzielen zu wollen, dann muss er nicht vom Staat bestraft werden. Menschen machen nun einmal Fehler, und gerade die steuerlichen Bereiche sind derart komplex geworden, dass eben nicht wenige Steuerpflichtige sehr rasch auch überfordert sind. Diesen Menschen wollen wir mit der Ergänzung in Form der beiden besagten Artikel einen Schritt entgegenkommen.

Den Einzelantrag Gredig werden wir vorerst nicht unterstützen. Er war in der Kommission nicht Bestandteil der Diskussionen. Wir haben aber nichts dagegen, wenn der Ständerat sich nochmals mit dieser Frage befasst. Ich bitte Sie also im Namen der Mitte-Fraktion, jeweils den Anträgen der Mehrheit zuzustimmen.

Schneeberger Daniela (RL, BL): Die FDP-Liberale Fraktion wird in Block 1 den Anträgen der Mehrheit folgen, und wir bitten Sie, das auch zu tun.

Wir unterstützen insbesondere, dass bei Artikel 5c Buchstabe d zur Vermeidung von Wettbewerbsverzerrungen auch Zinserträge von schweizerischen Anlagefonds von der Verrechnungssteuer ausgenommen werden. Um eine weitere Schwächung des Fondsmarkts zu verhindern, müssen direkte und indirekte Anlagen bei der Reform der Verrechnungssteuer gleich behandelt werden. Eine Ungleichbehandlung wird dazu führen, dass Investitionen in Schweizer Obligationen künftig primär über ausländische Fonds, jedoch kaum mehr über Schweizer Fonds erfolgen werden.

Die bundesrätliche Haltung blendet auch Chancen aus, die eine umfassende Befreiung von der Verrechnungssteuer mit sich bringt. Die Schweiz gehört zu den wichtigsten Vermögensverwaltungsstandorten sowohl für schweizerische als auch für ausländische Anlegerinnen und Anleger. Würden Erträge aus Schweizer Fonds ebenfalls von der Verrechnungssteuer befreit, würde ein Anreiz geschaffen, vermehrt in Schweizer Fonds zu investieren. Das würde die Schweiz als Wirtschaftsstandort insgesamt zusätzlich stärken. Von dem her können wir die ursprüngliche Haltung in der bundesrätlichen Vorlage nicht nachvollziehen.

Wir bitten Sie also, in diesem Block den Anträgen der Mehrheit zu folgen.

Badran Jacqueline (S, ZH): Schon bezüglich der Rückweisung habe ich erwähnt, dass es sich bei dieser Vorlage um eine lange Reihe von Bestellungen seitens der Kapitaleigentümer handle. In diesem Block hat es nun sozusagen eine Unterbestellung in unser Gesetz geschafft. Die Kollektivanlagen, sprich die Fondsbetreiber, haben bestellt, dass auch sie von der Verrechnungssteuer befreit werden sollen, was man dann auch ins Gesetz aufgenommen hat – ohne Vernehmlassung, ohne anständige Kostenfolgenabschätzung, ohne Wirkungsanalyse!

Herr Ritter läuft jetzt gerade den Gang hinunter. Bei anderen Gesetzen beruft er sich jeweils darauf, dass etwas nicht vernehmfasst wurde, auch wenn es vernehmfasst wurde. Wenn aber das Kapital, wie im vorliegenden Fall, bestellt, kann man das, ohne irgendwie eine Ahnung davon zu haben, was man eigentlich tut, gerne auch mal ins Gesetz schreiben, und dies – das finde ich doch schon bemerkenswert –, obwohl Steuerehrliche null und nichts von einer Verrechnungssteuerbefreiung haben; vielmehr werden nur potenzielle Steuerhinterzieher oder -betrüger begünstigt.

Wieso in aller Welt sollten wir das hier tun, zumal es sowohl für die Steuerverwaltung als auch für die Fonds selber eine gigantische Bürokratie bedeuten würde? Fonds müssten die Kapitalgewinne und Zinsen nämlich separat ausweisen, die Ausschüttung würde über einen neu zu schaffenden separaten Coupon erfolgen, die gemischten Fonds müssten Aktien- und Obligationenerträge separat ausweisen, der Fonds bzw. die Depotbank müsste im Falle ausländischer Anleger – nicht aber bei inländischen Anlegern – eine Meldung im Rahmen des automatischen Informationsaustauschs erstatten. Was für eine Bürokratie und Separierung, was für eine drastische Ungleichbehandlung in- und ausländischer Anleger, und das mit dem einzigen Grund, mit dem al- lereinzigen Grund, Steuerhinterziehung oder Steuerbetrug zu ermöglichen! Ansonsten gibt es keinen Grund, dies zu tun.

Zum Antrag der Minderheit Birrer-Heimo: Leo Müller hat ausgeführt, dass die Regelung gemäss Mehrheit eigentlich schon bestehe; das sei in einer der 22 Revisionen des Verrechnungssteuergesetzes eigentlich bereits



geregelt worden, und zwar im Jahre 2019. Ich lese vor: "Der

AB 2021 N 1949 / BO 2021 N 1949

Anspruch auf Rückerstattung der Verrechnungssteuer verwirkt trotz fehlender Deklaration der Einkünfte oder Vermögen in der Steuererklärung dann nicht, wenn die Nichtdeklaration fahrlässig war und die Nachdeklaration oder die Aufrechnung durch die Steuerbehörde vor Eintritt der Rechtskraft eines Veranlagungs-, Revisions- oder Nachsteuerverfahrens erfolgt." Also, ich weiss eigentlich nicht, wo hier Handlungsbedarf besteht. Denkt man, dass man das einmal nachmeldet, weil man es vielleicht doch entdecken könnte, worauf man dann trotzdem noch verrechnungssteuerfrei sein will? Dabei sollte man doch einfach bedenken, dass Steuerehrliche überhaupt kein Problem haben. Es ist somit völlig unnötig, diese Regelung noch hinzuzupacken. Den Einzelantrag Gredig wird die SP-Fraktion im Sinne einer Schadensbegrenzung unterstützen.

Maurer Ueli, Bundesrat: Der Bundesrat bittet Sie, bei all diesen Bestimmungen dem Bundesrat und damit den Minderheitsanträgen, wie sie vertreten wurden, zu folgen.

Ich komme zu Artikel 4 Absatz 1 Buchstabe d: Hier geht es um den Einbezug bzw. Nichteinbezug ausländischer Banken. Was wir Ihnen vorschlagen, entspricht einer Festigung der bisherigen Praxis. Wenn Sie der Mehrheit folgen, besteht natürlich die Gefahr, dass diese Geschäfte ins Ausland verlagert werden, weil diese dann über eine ausländische Bank erfolgen könnten.

Sie schliessen hier eine Lücke, und Sie öffnen diese Vorlage nicht weiter. Ich glaube, als Gesamtes ist doch immer im Auge zu behalten, dass wir hier einen Kompromiss suchen, der am Schluss mehrheitsfähig sein soll. Es ist zwar ein Detail, das mit dem Antrag der Mehrheit geregelt werden soll. Frau Ryser hat aber in der Begründung des Antrages ihrer Minderheit gesagt, dass Rückerstattungen zweifach erfolgen könnten. Diese Gefahr bestünde tatsächlich. Der Antrag der Minderheit bzw. der Entwurf des Bundesrates schliesst das eben aus. Man sollte diese Lücke nicht öffnen.

Ich bitte Sie also, hier der Minderheit und dem Bundesrat zu folgen und den Antrag der Mehrheit abzulehnen. Bei Artikel 5c Buchstabe d geht es um die Frage der Fonds. Der Bundesrat hat diese Frage eingehend geprüft und dann verworfen, und zwar insbesondere aufgrund der Komplexität, die damit verbunden wäre. Die Massnahme hätte eine weitere Schwächung des Sicherungszwecks zur Folge. Das möchten wir grundsätzlich verhindern. Gestärkt würde, wenn überhaupt, der Fondsstandort Schweiz und nicht der Fremdkapitalmarkt. Wir möchten uns bei dieser Vorlage auf den Fremdkapitalmarkt beschränken. Es ist aber trotzdem noch fraglich, ob auch der Fondsstandort gestärkt würde, denn es gibt dort insbesondere vonseiten der EU eine starke Regulierung, die dann auch entsprechend abfärbt.

Ich bitte Sie also, auch bei Artikel 5c Buchstabe d den bundesrätlichen Entwurf anzunehmen und die Minderheit zu unterstützen.

Ich komme zu den Artikeln 20b und 33a. Den Antrag der Minderheit hat Frau Birrer-Heimo begründet. Das Thema, das hier aufgenommen wird, der Formmangel, war kein Thema in der Botschaft und ist in der Kommission aufgekommen. Es hat auch keinen Zusammenhang mit der Stärkung des Fremdkapitalmarkts und gehört daher aus unserer Sicht auch nicht in diese Vorlage.

Was auch zu bemerken ist: Bei der Verrechnungssteuer gilt, dass formelle Fehler, wie beispielsweise eine fehlende Unterschrift im Formular, fehlende Beilagen usw., nicht zur Nacherhebung führen. Eine Nacherhebung alleine aufgrund von Formmängeln ist im Verrechnungssteuergesetz also eigentlich schon ausgeschlossen. Damit sind wir der Meinung, dass bei den Artikeln 20b und 33a nicht der Mehrheit gefolgt und ein sozusagen artfremder Artikel aufgenommen werden muss.

Ich bitte Sie hier ebenfalls, dem bundesrätlichen Entwurf zu folgen, den Antrag der Mehrheit abzulehnen und dem Antrag der Minderheit zuzustimmen.

Dann liegt noch der Einzelantrag Gredig zu Artikel 70e vor. Die Mindereinnahmen sollen mit diesem Antrag etwas geglättet werden. Aus unserer Sicht ist dieser Antrag aber eigentlich nicht notwendig, weil wir die Kantone ja nicht einbeziehen konnten und weil diese für die Rückerstattung der Verrechnungssteuer zuständig sind. Wir sind der Meinung, dass die Bestimmung gemäss Antrag Gredig in der Umsetzung mit den Kantonen dann eher fehleranfällig wäre, ohne dass sie einen Vorteil brächte.

Entsprechend bitten wir Sie also, auch den Einzelantrag Gredig abzulehnen. Sollte der Antrag im Ständerat, wie das angetönt wurde, noch aufgenommen werden, dann kann man das Thema dort noch einmal gründlicher besprechen. Aber unserer Meinung nach überwiegen die Nachteile die möglichen Vorteile dieses Antrages. Zusammengefasst bitte ich Sie, bei Block 1 dem Entwurf des Bundesrates zu folgen.

Amaudruz Céline (V, GE), pour la commission: Nous nous trouvons au bloc 1, pour lequel trois propositions



de minorité ont été déposées. De manière globale, la commission a modifié plusieurs dispositions lors de la discussion par article, évidemment sans remettre en cause la mesure principale du projet.

La première minorité concerne l'article 4 alinéa 1 lettre d. Cette lettre concerne les versements compensatoires. La commission vous propose, par 11 voix contre 10 et 4 abstentions, de rejeter la proposition défendue par la minorité Ryser, qui préfère s'en tenir au projet du Conseil fédéral. Ce dernier souhaite créer une base légale pour la pratique actuelle, qui consiste à prélever l'impôt anticipé également sur les versements compensatoires effectués dans le cadre de prêts et d'emprunts de titres. De l'avis de la commission cependant, l'idée de prélever l'impôt également auprès des débiteurs étrangers n'est ni opportune – le remboursement ne serait pas réglementé –, ni réalisable avec un effort proportionné. Par conséquent, le règlement devrait se limiter aux versements compensatoires effectués par des personnes domiciliées en Suisse.

La deuxième minorité concerne l'article 5c lettre d relatif à l'extension de la réforme de l'impôt anticipé aux fonds de placement. La commission a accepté, par 15 voix contre 8 et 2 abstentions, une proposition qui étend la suppression de l'impôt anticipé aux intérêts des obligations détenues indirectement à travers un fonds de placement suisse, à condition que ces revenus soient comptabilisés séparément. En effet, afin d'éviter des distorsions de concurrence, les revenus d'intérêts de fonds de placement suisses devraient aussi être exonérés de l'impôt anticipé. Les fonds de placement sont tenus de veiller au respect des exigences. Les dividendes distribués restent soumis à l'impôt anticipé, même dans le cadre de fonds de placement. Selon la majorité de la commission, il s'agit donc d'éviter que les fonds de placement suisses ne soient désavantagés par rapport aux fonds étrangers. La minorité Wermuth vous recommande quant à elle de biffer cette disposition.

Enfin, la minorité Birrer-Heimo porte sur les articles 20b et 33a, qui concernent les manquements formels. La commission a en effet adopté, par 17 voix contre 8, une proposition visant à éviter que les seuls manquements formels conduisent à une déduction de l'impôt anticipé ou à un refus de son remboursement, dans les cas où le non-respect d'une prescription formelle n'entraîne aucune perte pour la Confédération. En effet, les manquements formels ne doivent pas, selon la majorité de la commission, restreindre le droit au remboursement anticipé, s'il est clair que le remboursement est en principe justifié et que cela n'entraîne pas de manque à gagner pour la Confédération. Une règle similaire, je tiens à vous le préciser, existe déjà pour la TVA et a fait ses preuves.

La minorité Birrer-Heimo vous propose de biffer les articles 20b et 33a. Je vous remercie de bien vouloir soutenir la majorité de la commission.

Müller Leo (M-E, LU), für die Kommission: Wir haben in diesem Block drei Mehrheits- bzw. Minderheitsanträge sowie den Einzelantrag Gredig zu beurteilen.

Zum ersten Antrag, dieser betrifft Artikel 4 Absatz 1 Buchstabe d: Das Bundesgericht hat im November 2017 entschieden, dass für die Erhebung einer Verrechnungssteuer auf Ersatzzahlungen keine gesetzliche Grundlage bestehe. Daraufhin

AB 2021 N 1950 / BO 2021 N 1950

hat der Bundesrat in der Revisionsvorlage Artikel 4 Absatz 1 Buchstabe d vorgeschlagen. Die Mehrheit der Kommission ist der Meinung, dass damit auch Steuer-Ausländer mit einbezogen würden. Die Mehrheit der Kommission ist deshalb der Meinung, dass hier eine andere Formulierung gegenüber derjenigen des Bundesrates vorgenommen werden soll, nämlich, dass eben die "Erträge aus von einem Inländer geleisteten Ersatzzahlungen" betroffen sein sollen. Diese Präzisierung fand in der Kommission eine Mehrheit mit 11 zu 10 Stimmen bei 4 Enthaltungen.

Beim zweiten Antrag geht es um Artikel 5c Buchstabe d: Hier soll ein neuer Passus eingeführt werden. Sie haben gehört, dass hier auch die Obligationen von der Verrechnungssteuerpflicht befreit werden, welche nicht direkte Anlagen sind, sondern sich in einem Fonds befinden. Das ist richtig. Es wurde in der Kommission auch diskutiert, dass nicht primär der Finanzmarkt damit gestärkt würde, sondern der Fondsstandort Schweiz, und deshalb beantragt die Kommission mit 15 zu 8 Stimmen bei 2 Enthaltungen, dass diese Steuerbefreiung von Obligationen, die sich in Fonds befinden, eingeführt werden soll.

Dann zum dritten Antrag, der zwei Artikel betrifft, nämlich Artikel 20b und Artikel 33a: Es geht um einen sogenannten Pragmatismusartikel. Es handelt sich hier – und ich bitte Frau Badran, zuzuhören – nicht um einen Antrag Müller Leo, sondern um einen Antrag der Kommissionsmehrheit, das so nebenbei. Es geht hier darum, dass eben keine Abführung der Verrechnungssteuer aufgrund von Formmängeln erfolgen soll, das ist in Artikel 20b geregelt. Auch die Rückerstattung der Verrechnungssteuer soll nicht aufgrund von Formfehlern verweigert werden, das ist in Artikel 33a geregelt. Die beiden Artikel gehören also zusammen. Diese Artikel wurden in der Kommission so gutgeheissen, und zwar mit 17 zu 8 Stimmen bei 0 Enthaltungen.



Zu guter Letzt noch zum Einzelantrag Gredig: Dieser Antrag lag in der Kommission so nicht vor. Deshalb kann ich mich nicht im Namen der Kommission äussern. Ich nehme an, dass sich der Ständerat schon noch mit dieser Idee befassen wird.

Ich danke Ihnen, wenn Sie der Mehrheit der Kommission folgen.

Art. 4

Antrag der Mehrheit

Abs. 1

...

d. Erträge aus von einem Inländer geleisteten Ersatzzahlungen für ...

Abs. 2–4

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Ryser, Andrey, Badran Jacqueline, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Michaud Gigon, Rytz Regula, Wermuth)

Abs. 1 Bst. d

d. Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 4

Proposition de la majorité

Al. 1

...

d. ... versements compensatoires effectués par une personne domiciliée en Suisse correspondant à ...

Al. 2–4

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Ryser, Andrey, Badran Jacqueline, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Michaud Gigon, Rytz Regula, Wermuth)

Al. 1 let. d

d. Adhérer au projet du Conseil fédéral

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 21.024/23754)

Für den Antrag der Mehrheit ... 105 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 85 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Art. 5, 5a, 5b

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 5c

Antrag der Mehrheit

...

d. die Erträge aus Obligationen und Serienschuldbriefen.

Antrag der Minderheit

(Wermuth, Andrey, Badran Jacqueline, Birrer-Heimo, Dandrès, Michaud Gigon, Ryser, Rytz Regula)

Bst. d

Streichen



Art. 5c

Proposition de la majorité

...

d. les rendements provenant d'obligations et de cédules hypothécaires émises en série.

Proposition de la minorité

(Wermuth, Andrey, Badran Jacqueline, Birrer-Heimo, Dandrès, Michaud Gigon, Ryser, Rytz Regula)

Let. d

Biffer

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 21.024/23755)

Für den Antrag der Mehrheit ... 119 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 70 Stimmen

(1 Enthaltung)

Art. 7 Abs. 3; 9 Abs. 2, 3; 10; 11 Abs. 2; 12 Abs. 1; 13 Abs. 1 Bst. a; 14 Abs. 1; 15 Abs. 1, 1bis; 16 Abs. 1 Bst. a, c; 20a Abs. 1

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 7 al. 3; 9 al. 2, 3; 10; 11 al. 2; 12 al. 1; 13 al. 1 let. a; 14 al. 1; 15 al. 1, 1bis; 16 al. 1 let. a, c; 20a al. 1

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 20b

Antrag der Mehrheit

Allein aufgrund von Formmängeln wird keine Verrechnungssteuerforderung erhoben, wenn erkennbar ist oder die steuerpflichtige Person nachweist, dass durch die Nichteinhaltung einer Formvorschrift für den Bund kein Steuerausfall entstanden ist.

Antrag der Minderheit

(Birrer-Heimo, Andrey, Badran Jacqueline, Dandrès, Michaud Gigon, Ryser, Rytz Regula)

Streichen

Art. 20b

Proposition de la majorité

Les manquements formels ne justifient pas à eux seuls d'exiger une créance d'impôt anticipé s'il est clair, ou si le contribuable démontre, que le non-respect d'une prescription formelle n'entraîne aucun manque à gagner fiscal pour la Confédération.

AB 2021 N 1951 / BO 2021 N 1951

Proposition de la minorité

(Birrer-Heimo, Andrey, Badran Jacqueline, Dandrès, Michaud Gigon, Ryser, Rytz Regula)

Biffer

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Die Abstimmung gilt auch für Artikel 33a.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 21.024/23756)

Für den Antrag der Mehrheit ... 120 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 70 Stimmen

(0 Enthaltungen)



Art. 21 Abs. 1 Bst. b; 26; 27; 28 Abs. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 21 al. 1 let. b; 26; 27; 28 al. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 33a

Antrag der Mehrheit

Allein aufgrund von Formmängeln wird keine Rückerstattung verweigert, wenn erkennbar ist oder die steuerpflichtige Person nachweist, dass durch die Nichteinhaltung einer Formvorschrift für den Bund kein Steuerausfall entstanden ist.

Antrag der Minderheit

(Birrer-Heimo, Andrey, Badran Jacqueline, Dandrès, Michaud Gigon, Ryser, Rytz Regula)
Streichen

Art. 33a

Proposition de la majorité

Les manquements formels ne justifient pas à eux seuls de refuser un remboursement s'il est clair, ou si le contribuable démontre, que le non-respect d'une prescription formelle n'entraîne aucun manque à gagner fiscal pour la Confédération.

Proposition de la minorité

(Birrer-Heimo, Andrey, Badran Jacqueline, Dandrès, Michaud Gigon, Ryser, Rytz Regula)
Biffer

Präsident (Aebi Andreas, Präsident): Über den Antrag der Minderheit Birrer-Heimo haben wir bereits bei Artikel 20b abgestimmt.

Angenommen gemäss Antrag der Mehrheit

Adopté selon la proposition de la majorité

Art. 56; 61; 62 Abs. 1, 1bis; 63; 64; 69

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Art. 56; 61; 62 al. 1, 1bis; 63; 64; 69

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Art. 70e

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag Gredig

Auf vor dem Inkrafttreten der Änderung vom ... emittierte Obligationen ist das bisherige Recht anwendbar.

Schriftliche Begründung

Der Antrag verfolgt den Zweck, die Abschaffung der Verrechnungssteuer auf Zinsen von neu emittierten Obligationen zu beschränken. Die Aufhebung der Verrechnungssteuer auf Zinsen auf vorbestehenden Obligationen



ist mit erheblichen Mindereinnahmen in den ersten Jahren verbunden, ohne dass der Schweizer Emissionsstandort damit belebt und somit positive Wirtschaftsanreize gesetzt würden (vgl. auch Gastkommentar von Stefan Oesterhelt und Andrea Opel in der "Neuen Zürcher Zeitung" vom 30.07.2021).

Art. 70e*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition Gredig

L'ancien droit s'applique aux obligations émises avant l'entrée en vigueur de la modification du ...

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 21.024/23757)

Für den Antrag der Kommission ... 104 Stimmen

Für den Antrag Gredig ... 86 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Ziff. II, III*Antrag der Kommission*

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. II, III*Proposition de la commission*

Adhérer au projet du Conseil fédéral

*Angenommen – Adopté***Block 2 – Bloc 2***Änderung anderer Erlasse**Modification d'autres actes*

Ryser Franziska (G, SG): Hier in Block 2 geht es nicht mehr um das Bundesgesetz über die Verrechnungssteuer, sondern um das Bundesgesetz über die Stempelabgaben. Ich vertrete hier zwei Minderheiten.

Die Finanztransaktionssteuer ist den rechten Parteien hier im Rat ja schon länger ein Dorn im Auge. Seit 2009 gibt es Versuche, diese Steuer schrittweise abzuschaffen. In klassischer Salami taktik wollten sie zuerst die Emissions- und dann die Umsatzabgabe kippen. Die SP und die Grünen haben dagegen das Referendum ergriffen und dieses – Sie lesen es heute in der Zeitung – erfolgreich zustande gebracht. Dieses Referendum hatte bereits eine erfreuliche Vorwirkung. Denn kurz nach der Lancierung haben einige Parteien hier im Saal kalte Füsse bekommen. Die Etappen 2 und 3 der Stempelsteuerabschaffung sind faktisch vom Tisch.

Aber bereits wird ein nächster Versuch unternommen. In Artikel 14 Absatz 1 Buchstabe g soll ein weiteres Finanzprodukt von der Stempelabgabe ausgenommen werden: Obligationen mit Restlaufzeiten von unter zwölf Monaten. Das ist ein weiteres "Salamirädli" bei der Abschaffung der Stempelsteuer. Die Kostenfolge hier ist 5 Millionen Franken jährlich oder, einfach nur so als Vergleich für die Grössenordnung, der Lohn für 50 Pflegestellen.

Sogar der Bundesrat spricht sich gegen diesen Schritt aus. Denn erstens handelt es sich hierbei um ausländische Obligationen. Ihre Befreiung von der Stempelsteuer hat nichts mit dem Ziel der Vorlage, der Stärkung des Fremdkapitalmarktes, zu tun. Zweitens wird dadurch ein weiteres Steuerschlupfloch aufgerissen: Privatpersonen könnten ihre Obligationen kurz vor Ablauf verkaufen, den Kapitalgewinn steuerfrei einstreichen und müssten noch nicht einmal eine Umsatzabgabe bezahlen. Stellen Sie sich das vor: Jeder Monatslohn unterliegt der Einkommenssteuer, auf jedem Einkauf gibt es eine Mehrwertsteuer. Aber Gewinne aus solchen

AB 2021 N 1952 / BO 2021 N 1952

Finanztransaktionen sollen einfach steuerfrei werden? Erklären Sie das bitte einmal den Bürgerinnen und Bürgern da draussen!

Ich bitte Sie, hier Vernunft walten zu lassen und einen weiteren Abbau der Stempelabgabe zu verhindern.





Mit meinem zweiten Minderheitsantrag, zu Artikel 77 Absatz 1bis des Finanzmarktinfrastukturgesetzes, bitte ich Sie ebenfalls, dem bundesrätlichen Entwurf zu folgen.

Es geht hier um eine Einschränkung, die die Kommissionsmehrheit aus Misstrauen gegenüber der Steuerverwaltung einfügen will. Im Kampf gegen Dividend Stripping muss die Steuerverwaltung die Gegenparteien von Derivatengeschäften kennen. Dafür muss sie die Transaktionsregister einsehen, wie das heute bereits die Finma oder die Eidgenössische Elektrizitätskommission macht. Die Steuerverwaltung hat dafür zwei Möglichkeiten: Es wird entweder extra eine Schnittstelle eingerichtet, über die sie selbstständig auf das Register zugreifen kann, oder sie fragt einfach die entsprechende Bank an, die ihr dann die Daten weiterleitet, welche sie benötigt. Eine einfache Rückfrage ist die praktikablere Lösung. Wir sprechen von einer überschaubaren Anzahl von Anfragen im tiefen zweistelligen Bereich. Auch die Verwaltung präferiert ein unkompliziertes Vorgehen. Mit der Formulierung der Kommissionsmehrheit wird das aber verunmöglicht.

Wir haben dies in der Kommission ausführlich diskutiert: Das Bankgeheimnis wird auch ohne diesen Zusatz der Kommissionsmehrheit nicht tangiert; es wird nicht aufgeweicht, nicht geritzt. Und trotzdem will die Mehrheit der WAK-N die Verwaltung zum komplizierteren Schnittstellenverfahren zwingen, dies aus Misstrauen bezüglich Datenmissbrauch. Dabei könnte über eine automatische Schnittstelle theoretisch viel einfacher unerlaubt auf Daten zugegriffen werden.

Folgen Sie hier also bitte meinem Minderheitsantrag und damit dem Bundesrat. Stimmen Sie für einen unkomplizierten, unbürokratischen und vor allem technologieoffenen Zugang zum Transaktionsregister. Lehnen Sie diesen Misstrauensabsatz der Mehrheit der WAK-N ab.

Badran Jacqueline (S, ZH): Beim Antrag der Mehrheit der Kommission zu Artikel 14 Absatz 1 Buchstabe k StG geht es um eine weitere Ausnahme bei der Umsatzabgabe. So viel habe ich verstanden. Das war es dann aber auch. Ich lese Ihnen diesen Ausnahmetatbestand gerne vor: "die Vermittlung von inländischen oder ausländischen Urkunden, soweit der Vermittler einzig Effekthändler aufgrund von Artikel 13 Absatz 3 Litera d StG ist und die Urkunden im Umfang einer Beteiligung von 10 Prozent oder mehr Gegenstand der Transaktion sind und diese voraussichtlich länger als 12 Monate gehalten werden; wird diese Frist nicht eingehalten, so ist die Abgabe innert 30 Tagen nach dem Weiterverkauf geschuldet. Bei Vorliegen dieser Ausnahme im Zeitpunkt einer Revision findet keine Korrektur für die Vergangenheit statt."

Hat irgendwer hier im Saal das verstanden? Ich wage es zu bezweifeln. Ich habe es nicht verstanden. Ich habe hier etwas gelernt: Etwas, was man nicht versteht und keinen Sinn macht, sollte man auch nicht tun. Es ist nicht so, dass ich mich nicht bemüht hätte, das am Schluss zu verstehen. Wenn einem nicht erklärt werden kann, was Sinn und Zweck einer bestimmten Vorschrift in einem Gesetz ist, dann sollte man diese nicht beschliessen.

In diesem Sinne – es gibt schon ganz viele Ausnahmetatbestände – bitte ich Sie, diesen Antrag der Mehrheit abzulehnen und meiner Minderheit zu folgen.

Landolt Martin (M-E, GL): Die Mitte-Fraktion wird auch in diesem Block die jeweiligen Anträge der Mehrheit unterstützen. Ich möchte vor allem auf zwei Punkte eingehen:

Bei Artikel 14 Absatz 1 Buchstabe g des Bundesgesetzes über die Stempelabgaben soll präzisiert werden, dass ausländische Obligationen mit kurzen Laufzeiten gleich behandelt werden wie ausländische Geldmarktpapiere. In der Praxis gelten Obligationen mit kurzen Laufzeiten de facto als Geldmarktanlagen. Es macht deshalb Sinn, bei beiden auf die Umsatzabgaben zu verzichten, weil wir sonst ungleich lange Spiesse generieren würden.

Ebenfalls um eine Präzisierung geht es bei Artikel 77 Absatz 1bis des Finanzmarktinfrastukturgesetzes. Künftig soll die Eidgenössische Steuerverwaltung einen Zugang zum Transaktionsregister der Banken haben. Das macht durchaus Sinn. Diese Bestimmung darf aber nicht die Privatsphäre der Kundinnen und Kunden aushöhlen. Auch die Steuerverwaltung selbst hat bestätigt, dass sie in diesem Kontext nur die jeweiligen Gegenparteien sehen können muss, und genau dies soll mit der von der Kommissionsmehrheit beantragten Präzisierung sichergestellt werden.

Danke, wenn Sie hier die Anträge der Mehrheit unterstützen.

Rytz Regula (G, BE): Um auf das Votum von Jacqueline Badran zurückzukommen: Steuerwissen ist halt sehr oft Herrschaftswissen. Das System ist bewusst so kompliziert gemacht, dass es von den ganz normalen Steuerzahlerinnen und Steuerzahlern nicht verstanden werden kann. Das können wir heute nicht korrigieren. Wir können aber ein paar Fehlentwicklungen in diesem ohnehin schon sehr einseitigen Gesetz korrigieren. Im Namen der grünen Fraktion möchte ich Sie bitten, die drei Minderheiten in Block 2 zu unterstützen; dies im Sinne einer Korrektur, denn alle Anträge haben zum Ziel, eine zusätzliche Ausdehnung der Steueroptimie-



rungsmöglichkeiten zu verhindern und auf den ursprünglichen Entwurf des Bundesrates zurückzukommen. Es ist ja schon eine sehr eigenartige Übung, die wir hier machen. Die Mehrheit in diesem Rat hat letzte Woche die Standesinitiative Bern für einen Finanzdatenaustausch im Inland abgelehnt. Sie wollen kein neues Instrument, um die Steuererträge des Finanzmarktes in der Schweiz zu sichern. Im Gegenteil, Sie schaffen hier mit dem Verrechnungssteuergesetz und den betreffenden Anträgen der Kommissionsmehrheit noch weitere Möglichkeiten, um die Sicherungsinstrumente zu schwächen. Da muss man sich schon fragen: Cui bono? Wem nützt das eigentlich? Und für wen machen Sie hier Politik?

Seit den 1990er-Jahren stellen die bürgerlichen Parteien das Steuersystem der Schweiz auf den Kopf, und zwar nach dem Grundsatz: Wer hat, dem wird gegeben. Sie kennen die Etappen. Das Parlament hat schon einmal einen Teil der Stempelabgaben gesenkt, die Kapitalsteuer auf Bundesebene gekippt, die Grundsteuern reduziert, das Kapitaleinlageprinzip und die privilegierte Dividendenbesteuerung eingeführt. Das alles führt zu einer Schwächung des Bundeshaushalts und hat Folgen von über 4 Milliarden Franken pro Jahr.

Mit der Vorlage "Steuerreform und AHV-Finanzierung", die wir Grünen als einzige Partei bekämpften, kamen dann noch die zinsbereinigte Gewinnsteuer, die Gewinnsteuerbefreiung für die Aufdeckung von stillen Reserven und die Steuerentlastung von Patenterträgen, die Patentbox, dazu. Die finanziellen Folgen sind unbekannt. Und so geht es munter weiter. Wir diskutieren über die Verrechnungssteuerreform, dann über die Abschaffung der Stempelsteuer und die Abschaffung der Industriezölle. Weitere Projekte werden folgen. Es sind Milliardenverluste, die auf uns zukommen und die mitten in der Pandemie ein grosses Loch in die Bundeskasse reissen.

Damit nicht genug: Während Tausende von KMU und Selbstständigen um ihr Überleben kämpfen, zündet der Bundesrat bereits die nächste Steuerentlastungsrakete für Gutbetuchte und Kapitalbesitzende. Am 4. Dezember 2020 wurde der Bericht "Steuerstandort Schweiz" veröffentlicht, ein Zehngang-Luxusmenü für Superreiche. So geht das nicht. Die Rechnung für diese Umverteilung, die hier seit Jahren stattfindet, bezahlt der Mittelstand; die Rechnung bezahlt das Pflegepersonal, das seit Jahren auf eine Verbesserung seiner Arbeitsbedingungen hofft; die Rechnung bezahlen Gemeinden und Städte, die ihre Corona-Schulden nicht mehr abbauen können und Alarm rufen. Wir müssen wirklich einen anderen Weg einschlagen.

Ich bitte deshalb meine bürgerlichen Kolleginnen und Kollegen, sich zu mässigen und eine Steuerpolitik für die ganze Gesellschaft zu machen, nicht nur für ein paar Banken, Wirtschaftsanwälte und ausländische Investoren. Wie wollen Sie Ihren Wählerinnen und Wählern erklären, dass sie jeden

AB 2021 N 1953 / BO 2021 N 1953

Franken auf ihrem bescheidenen Bankkonto den Steuerbehörden melden müssen und die grossen Fische mit der Revision, die wir hier vor uns haben, eine Lizenz zum Steuerbetrug erhalten? Sie können es ihnen nicht erklären, so wenig, wie Sie die neue Bestellliste von Economiesuisse, Swissholdings usw. erklären können, eine staatliche Subventionierung von Hochlohnklassen in privaten Unternehmen zum Beispiel oder eine Strassenentlastungsprämie. Alles Schnapsideen, hat Mitte-Präsident Gerhard Pfister kürzlich auf Twitter gesagt. Eine Schnapsidee ist es auch, die Stempel auf ausländischen Obligationen abzuschaffen und in der heutigen Transparenz des Finanzmarktes neue Ausnahmetatbestände zu beschliessen, wie das mit den Mehrheitsanträgen der WAK hier stattfinden soll.

Ich bitte Sie deshalb, im Block 2 die Minderheiten Ryser, die andere Minderheit und damit letztlich auch den Bundesrat zu unterstützen.

Matter Thomas (V, ZH): Noch kurz zu meiner Vorrednerin: Diese Vorlage hat gar nichts mit Banken zu tun. Es sind nicht die Banken, die die Umsatzabgabe oder die Verrechnungssteuer bezahlen, sondern die Kunden, und da ist sehr wohl der Mittelstand betroffen.

Mit der Verrechnungssteuerreform wird das Ziel verfolgt, dass Schweizer Unternehmen ihre Finanzierungsaktivitäten vollständig zurück in die Schweiz verlagern und dass sie ihre Obligationen aus der Schweiz heraus ausgeben können. Dadurch soll eine deutliche Stärkung des Schweizer Kapitalmarktes erreicht werden.

Bei Gesprächen mit Finanzierungsspezialisten von Unternehmen aus verschiedensten Sektoren hat sich gezeigt, dass zur Zielerreichung noch ein Hindernis beseitigt werden muss, nämlich die Umsatzabgabe auf kurzfristigen ausländischen Obligationen. Für die Verlegung sämtlicher Finanzierungsaktivitäten aus den Benelux-Staaten in die Schweiz muss die Umsatzabgabe auf solchen Obligationen ebenfalls beseitigt werden. Neben längerfristigem Kapitalbedarf haben Unternehmen auch immer wieder einen bloss kurzfristigen Bedarf an Fremdmitteln oder einen kurzfristigen Mittelüberschuss. International besteht ein Markt für solche kurzfristigen Obligationen, über den sich grössere, auch Schweizer Unternehmen gegenseitig Finanzmittel zur Verfügung stellen. Die Schweiz allein ist für diesen Markt auch nach der Verrechnungssteuerreform schlichtweg zu klein,



weshalb die Ausnahme für Schweizer Obligationen nicht hilft.

Die Abschaffung der Umsatzabgabe auf solchen kurzfristigen ausländischen Obligationen verursacht gemäss den Zahlen des Eidgenössischen Finanzdepartements beim Bund Mindereinnahmen von total 5 Millionen Franken. Diese Mindereinnahmen dürften in kurzer Zeit deutlich überkompensiert werden.

Deshalb bitte ich Sie, bei Artikel 14 Absatz 1 Buchstabe g des Bundesgesetzes über die Stempelabgaben der Mehrheit zu folgen. Bezüglich der übrigen Minderheitsanträge in diesem Block bitte ich Sie ebenfalls, der Mehrheit zu folgen.

Badran Jacqueline (S, ZH): Kollege Matter, Sie haben vorhin gesagt, dass der Mittelstand durchaus davon profitieren würde. Ich gehe davon aus, dass Sie dabei die Annahme treffen, der Mittelstand würde in bescheidenem Umfang auch Obligationen halten. Nun meine Frage: Worin besteht der Vorteil für den steuerehrlichen sogenannten Mittelstand, wenn die Verrechnungssteuer auf Obligationen abgeschafft wird? Welchen Vorteil haben diese Personen im Gegensatz zu jenen, die bereit sind, Steuern zu hinterziehen?

Matter Thomas (V, ZH): In der Schweiz sind praktisch alle steuerehrlich. (*Zwischenruf Badran Jacqueline: Ach ja?*) Genau! Deshalb gibt es gar keine grossen Mindereinnahmen, weil die Leute eben steuerehrlich sind.

Jeder Steuerpflichtige hat den Vorteil eines geringeren administrativen Aufwandes; er muss die Verrechnungssteuer nicht mehr zurückfordern und hat den Cashflow sofort. Er hat auch mit der Umsatzabgabe, die er nicht mehr bezahlt, einen Vorteil. Jeder Sparer in diesem Land wird einen Vorteil haben.

Schneeberger Daniela (RL, BL): Ich mache es kurz: Die FDP-Liberale Fraktion unterstützt auch hier in Block 2 die Mehrheitsanträge.

Eine wichtige Anpassung betrifft dabei Artikel 14 Absatz 1 Buchstabe g StG: Ausländische Obligationen mit kurzen Restlaufzeiten werden heute in der Schweiz praktisch nicht gehandelt, weil ihre Renditen tiefer als die im Handel mit diesen Papieren geforderte Umsatzabgabe sind. Um diese Unternehmensfinanzierungen wieder in die Schweiz zurückholen zu können, sollen diese Papiere von der Umsatzabgabe ausgenommen werden. Ich bitte Sie, den Mehrheitsanträgen zuzustimmen.

Bendahan Samuel (S, VD): Tout à l'heure, M. Thomas Matter nous disait que cette réforme touchait la classe moyenne. Je ne sais pas vous, mais pour moi les mots "classe moyenne" ne se marient pas exactement avec ceux d'"opération de financement intragroupe". Ce ne sont pas tout à fait les mêmes préoccupations que celles de la classe moyenne que ceux qui veulent chercher des financements internes afin d'éviter de payer un droit de timbre.

Il faut être clair: cette réforme profite à la sphère financière, à des gens qui font des placements de titres, parfois étrangers, parfois suisses, et les trois minorités sur lesquelles nous allons nous prononcer ne concernent même pas le projet du Conseil fédéral. Il s'agit ici de "ninja edit" de la part de la commission, qui a rajouté, sans trop considérer ce que cela aurait comme impact, des allègements supplémentaires du droit de timbre. Il est cocasse qu'on veuille, précisément aujourd'hui – alors que le parti socialiste vient de déposer 65 000 signatures à l'appui de son référendum pour le droit de timbre –, encore alléger le droit de timbre sur les titres; titres, qui ne bénéficieront évidemment pas à la classe moyenne.

Les trois minorités que nous vous proposons de soutenir, c'est-à-dire deux minorités Ryser et une minorité Badran Jacqueline concernant les transactions, sont les suivantes. D'abord, s'agissant de rajouter "obligations étrangères" de courte durée dans l'exonération du droit de timbre: là, cela fait partie de ce "ninja edit". On ajoute des éléments et on supprime davantage encore la taxation du droit de timbre, sans que cela ne concerne ni la classe moyenne, ni les gens communs, parce qu'on n'est pas tous en train de faire régulièrement ce genre de transaction. Et cela peut évidemment engendrer des pertes fiscales ou amener à des stratégies d'optimisation des pertes fiscales qui ne sont pas acceptables.

Autre élément: les transactions en Suisse et à l'étranger par des commerçants. On parle là de négociants en titres, qui seraient exonérés. Alors là c'est quand même fou, parce que dans la classe moyenne, on n'est pas tous négociants en titres; on n'est pas tous des intermédiaires financiers! Une fois encore, "classe moyenne" et "intermédiaires financiers" ne vont pas très bien ensemble. On veut encore exonérer d'une taxe des acteurs qui, je le rappelle, font énormément d'argent, mais ne produisent dans les faits pas de valeur. Ce sont des acteurs qui prennent de la valeur aux gens qui travaillent. Là encore, il n'est pas nécessaire de le faire.

Enfin, cerise sur le gâteau – et cela couronne assez bien la logique de ce projet de loi –, on souhaite exclure le prélèvement d'autres données uniquement pour des fins fiscales. C'est la proposition de la majorité de la commission. La minorité Ryser propose quant à elle de biffer cette disposition. Pourquoi? Parce que l'on ne va tout de même pas aller jusqu'au bout de la logique et empêcher l'administration fiscale d'avoir accès à des



informations qui lui permettraient de mener des recherches pour savoir si des impôts sont impayés. Avec cela, on annonce la couleur. La majorité de la commission souhaite garantir au maximum qu'il soit possible de ne pas déclarer ses revenus. Grâce aux centaines de millions de francs que coûtera cette réforme fiscale, ce que l'on veut, en réalité, c'est subventionner les personnes qui ne respectent pas le processus de déclaration des revenus. On le rappelle, si vous respectez ce processus de déclaration des revenus, l'impôt anticipé vous est remboursé. Mais s'il n'y a plus d'impôt anticipé, il n'y a pas de remboursement.

AB 2021 N 1954 / BO 2021 N 1954

Maurer Ueli, Bundesrat: Wir sprechen hier von der Stempelsteuer, nicht mehr von der Verrechnungssteuer. Der Bundesrat hat in der Botschaft ausgeführt, dass insgesamt rund 25 Millionen Franken an kurzfristigen Verlusten entstehen. Es gilt das Gleiche, was ich schon beim Verrechnungssteuergesetz gesagt habe: Die Verluste werden durch Mehreinnahmen, durch das Zurückholen dieser Geschäfte in die Schweiz mehr als kompensiert. Es ist also auch hier ein positiver Effekt, den wir mit der Vorlage beantragen.

Die Milliardenverluste, die Frau Rytz an die Wand gemalt hat, können mit dieser Vorlage weiss Gott nicht in Verbindung gebracht werden. Denn es ist, das noch einmal, eine Vorlage, die insgesamt Geschäfte, die jetzt im Ausland stattfinden, in die Schweiz zurückholt und damit den Finanzmarkt und den Wirtschaftsstandort Schweiz stärkt und nicht etwa schwächt. Es ist auch nicht so, dass in der Vergangenheit der Mittelstand alles bezahlt hat. Wenn wir die Mehreinnahmen heute analysieren, so sehen wir, dass sie vor allem von den grossen multinationalen Gesellschaften herrühren, die mehr Unternehmenssteuern bezahlt haben und die auch gut bezahlte Angestellte haben, die dann wieder bei den natürlichen Personen entsprechend höhere Steuereinnahmen generieren. Das gesamte Paket ist also ausgewogen. Das, was Frau Rytz gesagt hat, trifft so einfach nicht zu.

Jetzt zu den Minderheitsanträgen: Bei Artikel 14 Absatz 1 Buchstabe g StG geht es darum, ob die Umsatzabgabe auch auf ausländischen Obligationen mit einer Laufzeit unter einem Jahr abgeschafft werden soll. Das hätte Steuerausfälle von etwa 5 Millionen Franken zur Folge. Wir bitten Sie, hier der Minderheit Ryser und damit dem Bundesrat zu folgen. Mit dem Antrag der Mehrheit tut sich die Gefahr eines Steuerschlupflochs auf. Denn es wäre auch für Privatpersonen möglich, einkommenssteuerpflichtige Zinsen als einkommenssteuerfreien Kapitalgewinn zu vereinnahmen. Das möchten wir verhindern und bitten Sie daher, den Antrag der Mehrheit abzulehnen, der Minderheit Ryser zu folgen und den Entwurf des Bundesrates zu unterstützen.

Der Minderheitsantrag Badran Jacqueline zu Artikel 14 Absatz 1 Buchstabe k bezieht sich auf die Ausweitung der Umsatzabgabe bei der Vermittlung von Geschäften. Der Bundesrat hat das deshalb nicht in die Vorlage aufgenommen, weil es aus seiner Sicht nicht notwendig und nicht sachgerecht ist. In der Kommission wurde unter anderem argumentiert, dass das Bundesgericht hier eine Verschärfung vorgenommen habe. Das trifft nicht zu!

Damit bitten wir Sie, hier dem Minderheitsantrag zu folgen. Die geforderte Ausweitung stärkt den Fremdkapitalmarkt nicht. Der Entwurf des Bundesrates, der von der Kommissionsminderheit aufgenommen wird, hält am geltenden Recht fest. Eine Ausweitung ist hier nicht notwendig und macht auch keinen Sinn.

Bei Artikel 77 FinfraG geht es um eine Einschränkung des Einsichtsrechts der Steuerverwaltung. Hier bitten wir Sie, ebenfalls dem Entwurf des Bundesrates und der Minderheit zuzustimmen. Das Einsichtsrecht, das die Steuerverwaltung hat, ist sachgerecht und gibt ihr die Möglichkeit, dort, wo sie das aufgrund ihrer Nachfragen für notwendig erachtet, ganz gezielt Einsicht zu nehmen.

Gesamthaft bitte ich Sie, bei allen drei diskutierten Bestimmungen in diesem Block dem Bundesrat zu folgen. Da die Haltung des Bundesrates von der Kommissionsminderheit aufgenommen wird, bitte ich Sie, die Anträge der Mehrheit Ihrer Kommission abzulehnen.

Amadruz Céline (V, GE), pour la commission: Nous en sommes au bloc 2. Cela concerne les propositions de minorité pour les modifications d'autres textes de loi. Il y a trois propositions de minorité.

La première concerne l'article 14 alinéa 1 lettre g de la loi fédérale sur les droits de timbre et porte sur les obligations étrangères dont la durée résiduelle est courte. Il s'agit de la minorité Ryser. C'est par 15 voix contre 10 que la commission vous invite à soutenir la proposition relative aux obligations étrangères dont la durée résiduelle est courte. De tels titres ne sont pratiquement pas négociés en Suisse, à l'heure actuelle, car leur rendement est inférieur au droit de timbre de négociation prélevé. Afin de parvenir à rapatrier le financement des entreprises, il convient de supprimer les droits de timbre de négociation sur ces titres. Le manque à gagner est estimé à quelque 5 millions de francs. C'est donc par 15 voix contre 10 que la commission propose, notamment, d'abolir le droit de négociation, non seulement pour les obligations suisses, mais également pour



les obligations étrangères dont la durée résiduelle ne dépasse pas douze mois. Cette mesure doit permettre de rapatrier le marché de ce type de titres en Suisse. La minorité Ryser vous demande de vous en tenir à la version du Conseil fédéral.

La deuxième proposition de minorité concerne l'article 14 alinéa 1 lettre k de la loi sur les droits de timbre, qui porte sur le courtage de transactions. C'est par 15 voix contre 10 que la commission vous propose de soutenir la proposition, à l'article 14 alinéa 1 lettre k relatif au courtage de transactions. A l'heure actuelle, les entreprises industrielles et de services sont également soumises au droit de timbre de négociation si elles effectuent des opérations sur titre, comme l'achat et la vente de parts sociales. Pour votre information, dans un arrêt du 25 février 2021, le Tribunal fédéral a étendu l'obligation de payer des droits de timbre de négociation aux activités de courtage, ce qui désavantage les sociétés internationales. Une société mère suisse doit payer des droits de timbre de négociation lorsqu'une société filiale étrangère vend des participations. Pour clarifier les choses sur le plan légal, il est prévu d'exempter les activités de courtage des droits de timbre de négociation. Les opérations pour compte propre restent imposables. La mesure ne devrait pas entraîner de manque à gagner par rapport au statu quo, avant la décision du Tribunal fédéral. La minorité Badran Jacqueline vous propose de biffer la lettre k.

La troisième minorité concerne la loi sur l'infrastructure des marchés financiers et porte sur l'article 77 alinéa 1bis qui règle l'accès des autorités suisses au registre des transactions boursières. Par 15 voix contre 10, la commission vous propose d'accepter cette disposition. L'accès aux informations doit être limité à la mise à disposition d'une interface informatique et le volume des données accessibles doit être défini dans les dispositions d'exécution. La minorité Ryser vous propose quant à elle de biffer cette disposition.

Au vote sur l'ensemble, le projet de loi a été approuvé, par 17 voix contre 8. Au nom de la commission, je vous demande de soutenir ce projet de loi.

Permettez-moi encore de vous dire que deux objets annexes ont été classés. L'objet 11.047, soit la loi sur l'impôt anticipé, a été classé parce qu'il devient obsolète suite à l'acceptation de l'objet 21.024, cela conformément à l'article 74 alinéa 6 de la loi sur le Parlement. Le deuxième objet classé, conformément à l'article 113 alinéa 1 de la loi sur le Parlement, est l'initiative parlementaire 17.494, qui est quant à elle devenue caduque.

Müller Leo (M-E, LU), für die Kommission: Bei Artikel 14 Absatz 1 Buchstabe g StG schlägt die Kommissionsmehrheit vor, dass hier eine Ergänzung in dem Sinn vorgenommen werden soll, dass auch ausländische Obligationen von der Umsatzabgabe befreit sind, aber nur ausländische Obligationen mit einer Restlaufzeit von maximal zwölf Monaten. In der Kommission wurde dies damit begründet, dass das Volumen für kurzfristige Finanzierungen in der Schweiz oftmals gar nicht vorhanden sei und dann das Bedürfnis bestehe, ausländische Obligationen zu kaufen. Deshalb hat die Kommission beschlossen, diese ausländischen Obligationen mit einer Restlaufzeit von maximal zwölf Monaten von der Umsatzabgabe zu befreien. Dieser Beschluss wurde mit 15 zu 10 Stimmen gefasst.

Bei Artikel 14 Absatz 1 Buchstabe k geht es in der Tat um eine komplexe Sache. Es geht nämlich darum, dass die Umsatzabgabe auch bei Beteiligungskäufen oder -verkäufen erhoben wird, die sowohl in- als auch ausländische Unternehmen betreffen. Neben Transaktionen, die direkt von steuerpflichtigen Schweizer Unternehmen getätigt werden, werden auch von ausländischen Tochtergesellschaften erworbene Beteiligungen an ausländischen Gesellschaften der Schweizer Umsatzabgabe unterstellt. Das Bundesgericht hat nun in einem Urteil vom Februar 2021 den Vermittlerbegriff nach Ansicht vieler Schweizer Unternehmen massiv ausgedehnt und bei vielen Unternehmen grosse Unsicherheit verursacht. Deshalb soll mit dem Antrag zu Artikel 14 Absatz 1 Buchstabe k Klarheit geschaffen werden. Dieser Antrag wurde in der Kommission mit 15 zu 10 Stimmen bei 0 Enthaltungen angenommen.

Dann zum letzten Antrag der Kommissionsmehrheit, nämlich Artikel 77 des Finanzmarktinfrastrukturgesetzes: Hier schlägt der Bundesrat vor, dass die Eidgenössische Steuerverwaltung Zugang zu Daten des Transaktionsregisters erhält. Die Frage ist nun, ob der Zugriff nicht das Bankgeheimnis ritzen kann, da allenfalls einzelne Anlegerinnen und Anleger ersichtlich sind. Deshalb soll Artikel 77 des Finanzmarktinfrastrukturgesetzes mit einem präzisierenden Absatz 1bis ergänzt werden. Damit soll präzisiert werden, dass der Zugriff nicht zur Aushöhlung des Bankkundengeheimnisses führen darf. Insbesondere soll ins Gesetz geschrieben werden, dass die Erhebung weiterer Daten nur zu Steuerzwecken ausgeschlossen ist. Die Kommission beantragt diese Anpassung mit 15 zu 10 Stimmen.

Nun noch zur Gesamtabstimmung: Die Kommission hat am Schluss der Beratungen in der Gesamtabstimmung der Vorlage mit 17 zu 8 Stimmen zugestimmt.

Dann geht es noch um die Abschreibung von drei Vorlagen: jeweils die Vorlage 2 der Geschäfte 11.047 und 15.049 sowie das Geschäft 17.494. Ich habe es bereits beim Eintreten gesagt: Bei diesen drei Vorlagen handelt



es sich um Vorlagen, die die gleiche Thematik betreffen und somit obsolet werden, weil wir das vorliegende Geschäft behandeln.

Ich bitte Sie, der Kommission zu folgen.

Änderung anderer Erlasse
Modification d'autres actes

Ziff. 1 Art. 1 Abs. 1 Bst. b Ziff. 1, 6, Bst. bbis, bter; 13 Abs. 2 Bst. a Ziff. 1, Bst. abis, b, c

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 1 art. 1 al. 1 let. b ch. 1, 6, let. bbis, bter; 13 al. 2 let. a ch. 1, let. abis, b, c

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. 1 Art. 14 Abs. 1

Antrag der Mehrheit

Bst. a, f

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Bst. g

g. ... Geldmarktpapieren; diesen Papieren gleichgestellt sind ausländische Obligationen mit einer Restlaufzeit von nicht mehr als zwölf Monaten;

Bst. k

k. Die Vermittlung von inländischen oder ausländischen Urkunden, soweit der Vermittler einzig Effekthändler aufgrund von Artikel 13 Absatz 3 Buchstabe d StG ist und die Urkunden im Umfang einer Beteiligung von 10 Prozent oder mehr Gegenstand der Transaktion sind und diese voraussichtlich länger als 12 Monate gehalten werden; wird diese Frist nicht eingehalten, so ist die Abgabe innert 30 Tagen nach dem Weiterverkauf geschuldet. Bei Vorliegen dieser Ausnahme im Zeitpunkt einer Revision findet keine Korrektur für die Vergangenheit statt.

Antrag der Minderheit

(Ryser, Andrey, Badran Jacqueline, Birrer-Heimo, Dandrès, Michaud Gigon, Rytz Regula, Wermuth)

Bst. g

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Antrag der Minderheit

(Badran Jacqueline, Andrey, Birrer-Heimo, Dandrès, Michaud Gigon, Ryser, Rytz Regula, Wermuth)

Bst. k

Streichen

Ch. 1 art. 14 al. 1

Proposition de la majorité

Let. a, f

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Let. g

g. ... étrangers; sont assimilés à ces papiers les obligations étrangères dont la durée résiduelle ne dépasse pas douze mois;

Let. k

k. L'entremise de documents suisses ou étrangers lorsque l'intermédiaire est uniquement commerçant de titres au sens de l'article 13 alinéa 3 lettre d LT que les documents sur lesquels portent la transaction représentent une participation de 10 pour cent ou plus et que ceux-ci sont détenus pour une durée supérieure à 12 mois; si cette durée n'est pas respectée, le droit de négociation est dû dans les 30 jours après la revente. L'existence de cette exception lors d'une révision n'engendrera aucune correction pour le passé.



Proposition de la minorité

(Ryser, Andrey, Badran Jacqueline, Birrer-Heimo, Dandrès, Michaud Gigon, Rytz Regula, Wermuth)

Let. g

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Proposition de la minorité

(Badran Jacqueline, Andrey, Birrer-Heimo, Dandrès, Michaud Gigon, Ryser, Rytz Regula, Wermuth)

Let. k

Biffer

Bst. g – Let. g

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 21.024/23758)

Für den Antrag der Mehrheit ... 105 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 83 Stimmen

(1 Enthaltung)

Bst. k – Let. k

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 21.024/23759)

Für den Antrag der Mehrheit ... 106 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 83 Stimmen

(0 Enthaltungen)

Übrige Bestimmungen angenommen

Les autres dispositions sont adoptées

Ziff. 1 Art. 45; 46 Abs. 1, 1bis; 47

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Ch. 1 art. 45; 46 al. 1, 1bis; 47

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Ziff. 2 Art. 77

Antrag der Mehrheit

Abs. 1 Bst. e

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Abs. 1bis

Der Zugang nach Artikel 77 Absatz 1 Buchstabe e ist auf die Zurverfügungstellung einer IT-Schnittstelle durch das Transaktionsregister beschränkt. Der Umfang der zugänglichen Daten ist in den Ausführungsbestimmungen zu definieren, beschränkt sich aber maximal auf das im FinfraG definierte und gegebenenfalls von der Finma spezifizierte Datenuniversum. Die Erhebung weiterer Daten nur zu Steuerzwecken ist ausgeschlossen.

Antrag der Minderheit

(Ryser, Andrey, Badran Jacqueline, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Michaud Gigon, Rytz Regula, Wermuth)

Abs. 1bis

Streichen



Ch. 2 art. 77

Proposition de la majorité

Al. 1 let. e

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Al. 1bis

L'accès visé à l'article 77 alinéa 1 lettre e est limité à la mise à disposition d'une interface informatique par le référentiel central. Le volume des données accessibles est défini dans les dispositions d'exécution et se limite au volume défini dans la présente loi et, le cas échéant, spécifié par la Finma. Le prélèvement d'autres données uniquement pour des fins fiscales est exclu.

Proposition de la minorité

(Ryser, Andrey, Badran Jacqueline, Bertschy, Birrer-Heimo, Grossen Jürg, Michaud Gigon, Rytz Regula, Wer-muth)

Al. 1bis

Biffer

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 21.024/23760)

Für den Antrag der Mehrheit ... 107 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit ... 83 Stimmen

(1 Enthaltung)

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 21.024/23761)

Für Annahme des Entwurfes ... 122 Stimmen

Dagegen ... 68 Stimmen

(1 Enthaltung)